

**LE
PROJET,
L'INSPIRATION
ET LA
PASSION**

Historique 1984 - 2004

**LE
RÉSEAU
OBJECTIF
PLEIN
EMPLOI**

INDEX

Historique 1984 -2004

	Mot du Président	6
	Mot des Administrateurs Délégués	7
	Avant-propos	9
1984-1985	L'Action Sociale pour Jeunes	10
1986	Les premières conventions	10
1987	La consolidation du budget ASJ – Première incursion européenne	12
1988	Le réseau EGLEI	14
1989	Evolution des projets en cours	14
1990	Le développement local	16
1991	Les formations et l'économie solidaire	18
1992	Le Moulin Bestgen et différents projets	20
1993	Evolution des relations avec le Ministère de l'Intérieur et la Chambre des Métiers	22
1994	L'étude «Objectif Plein Emploi»	24
1995	La coopération avec le Ministère du Travail et de l'Emploi	26
1996	Les préparatifs du lancement OPE	28
1997	Le Comité Intercommunal pour le Développement et l'Emploi	30
1998	Objectif Plein Emploi asbl	32
1999	La consolidation d'OPE	34
2000	L'extension du réseau	36
2001	Audit qualitatif	38
2002	campagnes de conviction	40
2003	Le projet de loi 5144	42
2004	Des agitations au niveau politique	44
Aujourd'hui	De nombreuses novations en 2005	46
	Une envie d'avenir...	48

MOT DU PRÉSIDENT

M. John Castegnaro



Depuis maintenant 20 ans, nous nous investissons dans la création d'emplois durables en offrant de nouveaux services correspondant aux besoins particuliers au plan local.

Notre expérience prouve que c'est au niveau local que l'on peut le mieux procéder à une identification précoce des difficultés des demandeurs d'emploi et à un accompagnement personnalisé vers l'emploi. Il importe donc d'inclure les partenaires locaux dans l'élaboration de mesures contre le chômage.

Les mesures ainsi mises en place cherchent à transformer l'économie et la société locales, en créant des opportunités de travail et de revenu afin d'améliorer les conditions de vie de la population et en favorisant ainsi la cohésion au plan local. L'action d'OPE s'inscrit dans une démarche qualitative globale où l'individu est au centre du dispositif. Ainsi, nous avons installé au sein de nos structures un système favorisant le développement et la valorisation des personnes sachant que pour faire progresser la société la personne doit progresser individuellement.

Nous sommes conscients en tant qu'acteur de l'économie solidaire qu'il s'agit aussi de repenser le modèle de développement de façon à placer le volet social et non le capital au poste de commande, rétablir l'économie comme instrument de développement et non pas une fin en soi, imposer l'environnement comme une condition nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent.

Ensemble avec d'autres partenaires qui oeuvrent dans le secteur socio-économique, nous avons regroupé nos forces dans le but de lutter pour une plus grande reconnaissance de la réalité de l'économie sociale et solidaire au Grand-Duché et surtout pour mieux soutenir les hommes et les femmes qui tentent quotidiennement de construire des initiatives qui contribuent à la création d'une économie plus solidaire, plus démocratique, plus humaine. L'ampleur du défi que nous avons choisi de relever exige un environnement juridique favorable, la présence de mécanismes financiers adéquats ainsi qu'une reconnaissance accrue des pouvoirs publics du secteur de l'économie sociale et solidaire. Tout en réalisant l'ampleur des défis qui nous attendent, nous sommes également conscients que nous avons fait des pas de géants depuis la création de l'ASJ. Les réseaux locaux se tissent et se renforcent rapidement. Les enjeux liés au développement de l'économie sociale et solidaire sont enfin devenus des sujets de débats publics. Le réseau OPE d'aujourd'hui est donc à mes yeux un exemple de la mobilisation d'acteurs privés et publics pour affirmer l'importance du développement local comme réponse aux défis de l'emploi et de l'inclusion.

En tant que Président d'Objectif Plein Emploi asbl, je tiens encore une fois à remercier tous ces acteurs qui, au fil des années, ont joint leurs efforts et contribué à cette réussite et j'espère qu'elle sera suivie de beaucoup d'autres, afin d'assurer le succès de l'économie sociale et solidaire au Grand-Duché.

MOT DES ADMINISTRATEURS DÉLÉGUÉS

M. Romain Biever
M. Romain Binsfeld



L'inspiration et la passion sont les maîtres mots qui nous guident au jour le jour dans notre travail.

Tous nos collaborateurs, et nous le vivons au jour le jour, sont autant inspirés et passionnés par leur travail.

Nous avons tous, ensemble, su créer un endroit, un univers, qui nous permet d'évoluer et d'apprendre, qui nous permet aussi de nous engager pour une cause, que nous croyons noble, mais, surtout aussi, nous avons tous ensemble su créer un lieu où il fait bon vivre.

Travailler dans une atmosphère conviviale pour une cause noble, mais dans un contexte sociétal difficile, ce ne sont certainement pas des antipodes qui s'excluent, bien au contraire, se sont en effet les ingrédients pour pouvoir réaliser un bon travail, pour pouvoir réussir un grand projet.

Nous l'avons prouvé.

Et nous continuons à le prouver au jour le jour, dans une ambiance décontractée, certes, mais laquelle est le soubassement d'un travail des plus assidus. Tous les jours.

Notre travail, notre projet, est des plus sérieux. Nous travaillons avec des hommes pour des hommes, nous travaillons pour fournir notre apport à une meilleure cohésion dans notre société.

Quelle ambition!

Le développement local et l'économie solidaire nous ont inspirés et passionnés, depuis toujours, ce sont nos outils de travail, tous les jours.

Le réseau Objectif Plein Emploi en est le fruit.



Le réseau Objectif Plein Emploi est le fruit d'une mise en commun des ambitions et des savoirs faire de l'Action Sociale pour Jeunes (ASJ) et de l'Onofhengege Gewerkschaftsbond Letzebuerg (OGB-L)

AVANT- PROPOS

Au bout de 15 ans d'activités dans le domaine socio-économique, les responsables de l'Action Sociale pour Jeunes (ASJ) en collaboration avec l'OGB-L avaient décidé de créer un organisme capable de s'attaquer à la problématique du chômage avec une stratégie qui devait, de par sa dimension politique, s'appliquer de manière systématique au niveau national. Ainsi, Objectif Plein Emploi asbl (OPE) fut créé le 1er janvier 1999. Sa mission est la mise en place de projets de développement local et durable, d'intérêts généraux, tout en créant des emplois pour des personnes au chômage, dont l'évolution personnelle et professionnelle est valorisée par le biais de la formation professionnelle continue.

Aujourd'hui notre réseau est constitué d'une trentaine d'associations sans but lucratif qui interviennent dans de nombreux domaines de l'économie:

- services de l'environnement
- services de proximité et de cohésion sociale
- nouvelles technologies de l'information et de la communication
- éducation et formation
- culture et tourisme

Au sein de ce réseau travaillent près de 1.000 personnes – 600 employés et 400 bénévoles – pour une même vision: des citoyens responsabilisés dans une société sociale et solidaire. En nous appuyant sur des valeurs comme la tolérance, le respect, la démocratie et l'entraide, nous nous investissons pour que chaque personne puisse trouver sa position de droit dans la société.

Le présent ouvrage raconte l'évolution de notre réseau. Il montre le chemin d'une idée noble jusqu'à sa réalisation et reconnaissance au niveau européen, voire mondial. Nous souhaitons expliquer les différentes tendances politiques et sociétales qui nous ont influencées dans notre développement et les bases sur lesquelles reposent nos activités. Les 20 ans d'existence de notre mouvement nous ont semblé une bonne occasion de revenir sur notre histoire, aussi pour rendre hommage à tous ceux qui ont investi leur énergie et leur courage pour une société plus solidaire.



Le Moulin Bestgen à Schiffflange, siège social d'Objectif Plein Emploi asbl

1984 -1985

L'ACTION SOCIALE POUR JEUNES

Au Luxembourg, le chômage des jeunes est arrivé à un taux alarmant, bien supérieur à la moyenne européenne. En effet, 25% de ceux qui cherchent un emploi sont de jeunes gens.

A ce moment là, l'Action Sociale pour Jeunes est fondée par un groupe de personnes issues de l'entourage du «Centre d'intégration scolaire», projet destiné aux élèves de l'enseignement primaire en situation d'échec.

Le but de l'ASJ¹ était de permettre à ces «élèves» et à d'autres jeunes défavorisés d'avoir des perspectives originales quant à leur avenir professionnel.

1986

LES PREMIÈRES CONVENTIONS

Les fondateurs de l'ASJ se tournent vers le ministère de tutelle pour les institutions à vocation sociale: d'un point de vue pratique, le projet prend forme grâce à une convention signée avec, justement, le Ministère de la Famille qui s'engage à financer un poste d'encadreur² pour les jeunes. De plus, l'Administration des Bâtiments publics met à la disposition de l'ASJ un immeuble à rénover à Eich pour y installer son projet (des logements, des bureaux, etc).

Le travail avec les jeunes débute de suite: la réfection de l'immeuble est réalisée par quelques participants au projet qui perçoivent un «argent de poche» de 100 Flux par jour.

Mais les ressources financières de l'ASJ ne permettent pas d'intégrer un nombre conséquent de participants au projet et l'on cherche d'autres idées pour aider les jeunes. Ainsi, après diverses négociations, l'ASJ signe une convention avec l'Administration des Ponts et Chaussées pour un prêt de main d'œuvre social. Il est prévu d'intégrer des jeunes dans les équipes pour l'entretien des autoroutes.

Un premier chantier, à caractère environnemental, est réalisé en cette année: l'installation d'étangs et l'aménagement des alentours du Centre de Formation de la Chambre du Travail à Remich.

¹ Action Sociale pour Jeunes

² pour plus d'informations, voir l'encart "Finances-Effectifs", ci-contre

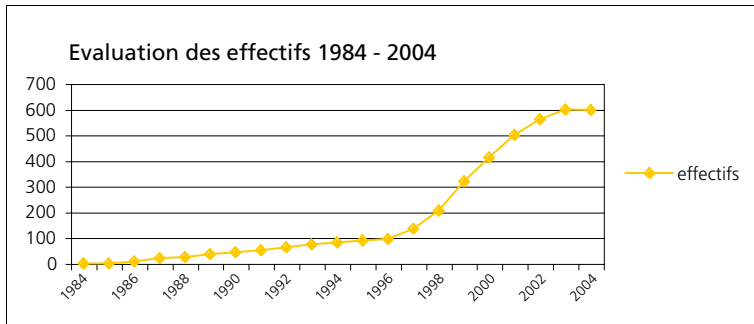


Première annonce Kobold, 1986

1986

Effectifs	8
Dépenses totales	119.112 €
Frais de personnel	102.138 €
Frais de fonctionnement	16.974 €

EVOLUTION DES EFFECTIFS 1984-2004



Ce tableau reprend l'effectif au 31 décembre de l'année civile soit le nombre de personnes sous contrat à cet période.

Sur la période de référence 1996 à 2004, les effectifs ont été multiplié par 6. La raison essentielle est la création d'un nombre important de structures CIGL,R,S.

En 2005, l'effectif prévisible est de 650 personnes.

Lux-Post, d'Zeitung fir ganz Lëtzebuerg
numéro 45, 27 novembre 1990



Ein Integrationsprojekt für junge Arbeitssuchende

Es ist eine gewisse Art von Frustration über den Arbeitsmarkt, die sich bei den Jugendlichen zeigt. Sie fühlen sich oft als "Zweiteinstufige" und sind oft in die gleiche Situation verwickelt wie die Jugendlichen, die in den letzten Jahren in die Arbeitswelt eingetreten sind. Sie sind oft in die gleiche Situation verwickelt wie die Jugendlichen, die in den letzten Jahren in die Arbeitswelt eingetreten sind. Sie sind oft in die gleiche Situation verwickelt wie die Jugendlichen, die in den letzten Jahren in die Arbeitswelt eingetreten sind.



Das Team hat sich in der ersten Sitzung getroffen.

L.P.: Wie hoch liegt die Durchschneidung der Jugendlichen bei Kobold?

R. B.: Die Durchschneidung liegt bei 70 Jahren. Das sind die...

R. B.: 1988 haben wir eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

haben doch sagen, daß die Zeit...
L.P.: Altesheren mit Geld, wo...
L.P.: Soll können ist auch bei...
L.P.: In die kleinen Projekt ha...
L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?



Das Team hat sich in der ersten Sitzung getroffen.

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

L.P.: Wie geht es mit dem Projekt?

R. B.: Wir haben eine kleine Gruppe gegründet um Projekte zu...

1987 LA CONSOLIDATION DU BUDGET ASJ, PREMIÈRE INCURSION EUROPÉENNE

L'ASJ, pour son fonctionnement général et l'encadrement des participants, se rend compte qu'il faut des ressources supplémentaires. La structure se trouve aux limites de son pouvoir d'accueil pour les jeunes chômeurs et il faut s'investir d'avantage et s'engager dans de nouveaux projets. A travers un premier contact avec l'OGB-L¹, le syndicat se propose de financer un deuxième poste d'encadreur.



Mais l'ASJ s'avance aussi sur le terrain européen: en cette période, la Commission européenne lance les premières initiatives qui permettent aux promoteurs de projets socio-économiques de s'engager dans des programmes spécifiques, ce qui signifie e. a. que des fonds leur sont attribués pour mener divers projets. Dans ce contexte, l'ASJ participe au projet européen PETRA². Il s'agit d'un projet sur deux ans, où deux organismes aux mêmes ambitions - ASJ et Astrhalor (Lozère, France) dans ce cas - travaillent en partenariat. Concrètement, il s'agissait d'une entreprise de formation et d'échange pour jeunes. Les participants se voyaient offrir des formations dans divers métiers de l'artisanat d'art (le travail du cuir, par exemple) au Luxembourg et en Lozère, et des visites d'échange furent organisées pour permettre aux jeunes de s'échanger dans le cadre de formations. Cela a conduit à l'installation d'un atelier de production « cuir » et à la création de la « Coopérative Kobold » qui permit de régler l'aspect commercial des produits façonnés à l'atelier.

Les ateliers Kobold à Eich, Luxembourg



1987

Effectifs	20
Dépenses totales	338.562 €
Frais de personnel	189.412 €
Frais de fonctionnement	149.150 €

La deuxième entreprise majeure de l'ASJ en cette année est l'élaboration d'un projet multifonctionnel: il est proposé au Ministère de la Culture de transformer le Moulin Bestgen à Schiffflange en un centre aux aspects sociaux, culturels, économiques, environnementaux, de logement et touristiques. Le projet est accepté. Le ministère signe responsable pour la réfection des bâtiments et le Moulin est mis à la disposition d'ASJ.

¹ pour plus d'informations, voir l'encart «Coopération avec l'OGB-L» ci-contre

² Programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adulte et professionnelle

LE RÔLE DE L'OGB-L DANS LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE RÉSEAU



Réunion entre l'OGB-L et l'ASJ

La confédération syndicale indépendante du Luxembourg (OGB-L) a soutenu les activités de l'Action Sociale pour Jeunes dès ses tendres débuts. Petit à petit, les relations se sont cependant perdues jusqu'en 1994, année de l'élection du nouveau président de l'ASJ, Nic Eickmann, non seulement un acteur volontaire et bénévole de la société civile, mais aussi un militant syndical de l'OGB-L.

Il renouait les liens entre association et syndicat et une collaboration intense s'en dégageait qui a eu pour aboutissement l'actuelle association Objectif Plein Emploi.

Ce fut donc en 1994, après des années de problèmes économiques majeurs, accompagnées de la fermeture de plusieurs grandes entreprises et de la perte de centaines d'emplois au niveau de la production industrielle. Deux ans plus tôt, lors d'une entrevue avec les ministres du travail et de l'économie, l'OGB-L avait formulé la revendication de la création d'un pool national pour l'emploi, comparable aux structures qui, jadis, avaient été créées lors de la suppression de milliers d'emplois dans l'industrie sidérurgique, la fameuse DAC.

Le monde politique n'a pas voulu réagir et l'immobilisme régnait. La revendication fut réitérée lors du congrès de l'organisation syndicale en 1994.

Cependant, l'OGB-L n'a jamais été un syndicat qui restait sur les sentiers battus. Au contraire, il a toujours été cette organisation qui ne se limitait pas seulement à la partie revendicative du travail d'un syndicat, mais aimait bien apporter lui-même une contribution constructive et des solutions.

Le combat du fléau chômage a été un de ses objectifs principaux. Ainsi, il saisissait l'occasion quand les responsables de l'ASJ se sont présentés, pour commencer à mettre en œuvre ensemble une stratégie afférente avec justement l'objectif: Plein Emploi.

D'aucuns se sont souvent posé la question si une telle activité relevait de la compétence et des aspirations d'une organisation syndicale. L'OGB-L a clairement répondu oui à cette question et s'est fortement investi, financièrement et par l'apport d'un travail considérable dans le projet et le but communs: le rétablissement du plein emploi.

Evidemment, aujourd'hui, Objectif Plein Emploi est une association indépendante qui œuvre dans le domaine de l'économie solidaire. Elle n'a cependant pas perdu ses origines et compte parmi les membres de son conseil d'administration, outre les acteurs de l'ASJ, toujours et encore les représentants de l'OGB-L, les liens étant restés étroits et la collaboration persistant à différents niveaux. Pour l'OGB-L, le réseau qui a été créé, grâce aussi à son soutien, est le fruit d'une idée, d'une philosophie, mais aussi de la volonté de réussir et de démontrer que l'activité d'une organisation syndicale ne se limite pas seulement à la revendication salariale.

1988 LE RÉSEAU EGLEI¹

Au vu de ses activités dans le domaine de l'emploi, l'ASJ est invitée à participer à un projet de «visites-échanges» organisé par un nouveau réseau européen², EGLEI. Ce réseau, qui regroupe environ 150 associations et instances de l'Union européenne, est l'un des initiateurs spirituels de la démarche du développement local et de l'emploi reconnu par la Commission européenne.

La participation à ce réseau sera déterminante pour l'évolution de l'ASJ, ne serait-ce que parce que c'est la première fois qu'elle est confrontée à la notion de «développement local».

Parallèlement à l'atelier «cuir», l'on met sur pied une initiative de transformation et de vente de fumet de cheval, qui sera livré à domicile et vendu en grande surface.



Articles façonnés en céramique

1989 EVOLUTION DES PROJETS EN COURS

Dans le cadre de PETRA, la collaboration avec les artisans d'art luxembourgeois et ceux de la Lozère, notre atelier «cuir» et le Nauwieser EV de Sarrebruck (Allemagne) se poursuit de façon intense, et de nombreuses visites-échanges ainsi que des formations ont lieu.

Un petit magasin dans la rue du Brill à Esch-sur-Alzette ouvre ses portes pour vendre les articles façonnés (en céramique, en cuir, en bois, des bijoux, etc.) par les participants. Pendant quelques années, un stand à la Schueberfouer constitue un deuxième point de vente pour les artisans.

A partir de cette année, des coopérations régulières avec le Centre Pénitentiaire de Givenich sont organisées au sujet notamment de formations et de l'embauche de détenus ou d'ex-détenus.

Les responsables oeuvrent aussi pour obtenir un soutien européen à ses démarches.

1988

Effectifs	25
Dépenses totales	402.191 €
Frais de personnel	282.529 €
Frais de fonctionnement	119.662 €

1989

Effectifs	37
Dépenses totales	486.662 €
Frais de personnel	392.022 €
Frais de fonctionnement	94.640 €

¹ European Group for Local Employment Initiatives

² pour plus d'informations, voir l'encart «Europe», page 15

L'EUROPE ET OBJECTIF PLEIN EMPLOI, UNE UNION NATURELLE

La réflexion européenne pratiquée par Objectif Plein Emploi asbl s'inspire directement d'actions développées par l'Action Sociale pour Jeunes dès le milieu des années 80.

Outre une nécessité et une opportunité financière pour mettre en place les premiers projets importants du futur réseau OPE, cette stratégie européenne intègre des fondements du développement local que nous défendons au quotidien.

Elle tient compte également de réalités luxembourgeoises que sont l'aspect transfrontalier du marché de l'emploi luxembourgeois.

Mais avant tout, cette union marque la volonté d'OPE de s'ouvrir au monde, de découvrir d'autres initiatives, d'échanger de bonnes pratiques, de comprendre les autres pour mieux les accepter, d'enrichir notre patrimoine d'entreprise et notre patrimoine commun de savoir-faire et de savoir-être.

C'est notre culture d'entreprise.

Et nous avons rejoint en cela les préoccupations de la Commission européenne en adoptant au quotidien nombre de leurs prérogatives et de leurs communications.



Les visites en Angleterre et Danmark dans le cadre des projets européens



1990 LE DÉVELOPPEMENT LOCAL



Le projet «Minettkompost» à Mondercange

L'ASJ participe pour la deuxième fois à PETRA, qui s'étend cette fois-ci à quatre ans. Le schéma du déroulement ressemble à peu de choses près à celui de 1987: la partie théorique porte sur l'élaboration de formations et sur l'échange de bonnes pratiques entre les organismes participants. La partie pratique prévoit l'engagement de jeunes chômeurs, une formation et des visites-échanges.

Les organismes partenaires sont originaires de Newcastle-upon-Tyne (Royaume Uni) et s'Hertogenbosch (Pays-Bas).

Une collaboration avec IG-LUX est organisée pour intégrer et former des jeunes dans le cadre du projet «Minettkompost».

Vu l'évolution des activités de l'ASJ, sa participation au niveau européen et les expériences acquises, ses membres ont compris que les mesures de mise au travail entreprises jusque-là ne sont efficaces que si l'on s'attaque aux sources de la problématique. C'est ainsi que la formation¹ et le développement local² sont mis en évidence et constitueront dorénavant le cheval de bataille de notre organisation.

Ces ambitions importantes caractériseront les activités et seront le mot d'ordre vers l'extérieur.

L'ASJ est par ailleurs restructurée en fonction de ses nouvelles priorités.

1990

Effectifs	44
Dépenses totales	537.006 €
Frais de personnel	450.156 €
Frais de fonctionnement	86.850 €

¹ pour plus d'informations, voir l'encart «La formation au sein d'OPE, une véritable école de la deuxième chance», page 19

² pour plus d'informations, voir l'encart «Le développement local, notre fer de lance», page 25

Ohne Computer läuft nichts mehr. Auch die „Action sociale pour jeunes“ setzt auf die Datenverarbeitung.



In Neukirgen/Mess werden die Jugendlichen gelehrt, Plastiktüte zu einem hochwertigen Dünger



Im Lederatelier entstehen z.B. Geschenkartikel



Agnès Kralj

Unter einem kleinen Land wird in mancher Hinsicht ein weites großes Nachkommen bewirkt. Gründe dafür sind u.a. ein hoher Lebensstandard und die geringe Arbeitslosigkeit im Land. Der letzte Jahre ist gerade die Jugendberufshilfe dank großer Initiativen und neuen Projekten hinsichtlich der Integration in die Arbeitswelt ein Meilenstein. Ein wichtiges Merkmal der Berühmten ist, dass auch Jugendliche, die in der Ausbildung sind, in der Arbeit zu bleiben, zu einem wichtigen Ziel in der Gesellschaft werden. Mehrere Überlegungen zeigen 1989 zur Gründung der „Action sociale pour jeunes“ geführt haben, die ihre Sitz auf Nr. 18 in der Nähe der Place d'Argent hatten Bankwesen und in der öffentlichen Funktionen sind zu wenige Luxemburger in der Christengewerkschaft.

Im Interesse der Allgemeinheit

Seit der Familienministerin 1990 des Haus in der Escher Straße für die Schaffung eines beruflichen Programms für unqualifizierte Jugendliche zur Verfügung stellen und grünes Licht für die Einrichtung eines „Arbeits Service“ gibt, wurden von zwei jugendliche Arbeitskräfte an die Straßenbauverwaltung vermittelt. Im Laufe der Jahre kamen andere Dienstleistungen hinzu, so bei der „Economie Public“, dem „Office de renseignements“ im „Büro für die Integration“, in einem Gemeindefunktion, hauptsächlich in der Beziehung, was die Jugendlichen zusammen mit den Gemeindefunktionären einen „Trimm-Diät-Plan“ anlegten. Nach und nach vergliedert sich die soziale Unternehmung mit der Einrichtung einer Kampagne, einer Lernwerkstatt und einer Intermediation. Dabei erfolgt die Auswahl der Kandidaten für die verschiedenen Workshops mögliche nach Eignung und Interesse. Wer sich hilfebedürftig an die „Action sociale pour jeunes“

„Action sociale pour jeunes“ **Ein Rettungsanker für junge Arbeitslose**

Laut den jüngsten Zahlen gibt es in Luxemburg rund 500 Jugendliche unter 25 Jahren, die ohne Arbeit sind. Seit 1984 bemüht sich eine Gesellschaft, sie in die Arbeitswelt zu integrieren. Ihr Name: „Action sociale pour jeunes“.



Von der Kooperative Kobold wird in Esch/Alzeire ein Geschäft betrieben

Ein Rettungsanker für junge Arbeitslose

wendet, muß auf eine weite Vorbereitung gefaßt sein und zumeist als „Suche“ oder „Anfrage“ werden an eine zuständige Dienststelle verwiesen, mit der die ASJ gute Kontakte unterhält.

Vorbereitung auf das Berufsleben

Nach einer gründlichen Vorbereitungphase, in der die sozialen, beruflichen und kulturellen Fähigkeiten des Bewerbers sowie die Lage genommen und geordnet werden, wird er zu einem anderen Praktikum in der gewählten Ausbildung zugelassen und unter Aufsicht der Ausbilderin. Nach mehrmonatiger Ausbildung folgt ein Praktikum in einem Betrieb, das jedoch weiterhin unter der Aufsicht der ASJ. Nach etwa 1-2 Jahren gilt die soziale Integration als gegeben und der Jugendliche wird als „Bürger“ betrachtet, seine Geschicke selbst in die Hand zu nehmen. Dabei kann es sich jedoch auf die weitere Beratung durch die ASJ verlassen, wenn er dies wünscht.

Adressen d'Art gelang es den Verantwortlichen innerhalb des Wartungsdienstes zu erreichen und abzuwickeln zu gestalten, andererseits die künftige Hilfe zu leisten und die Jugendlichen in lukrative Positionen zu stellen.

Umweltfreundliches Kompostprojekt

Unter der Leitung eines Verantwortlichen und im Kontakt mit Familien werden einige anhaltende Jugendliche im Kompostatelier in Munsbach beschäftigt. Für den Verkauf der

Compost wird wiederum die Kooperative „Kobold“ zuständig. In der Naturkunde in Reckingen werden auch Handwerks- und natürlichen Dünger umgewandelt und für den biologischen Gartenbau verkauft. Darüber hinaus die Jugendlichen auch Bodenkompost bei der einen jeden Ersatz für Torf haben.

Zahlen und Statistiken

Eine Reihe von der ASJ ausgewählten Graphiken verdeutlichen die zahlenmäßige Aktivität und Dienstleistung der Organisation. Hierzu beispielsweise im Jahr 1988: Infolgedessen 45 Jugendliche Kontakt zu dem sozialen Dienstleistungen aufgenommen, im Laufe des Jahres 1989 mit 103 Kontakten, im Vergleich mit der Anzahl der Minderjährigen zwischen 7 und 10 (30 Mädchen weniger häufig, in der Naturkunde in Reckingen) und Handwerks- und natürlichen Dünger umgewandelt und für den biologischen Gartenbau verkauft. Darüber hinaus die Jugendlichen auch Bodenkompost bei der einen jeden Ersatz für Torf haben.

Den größten Anteil an Kontaktaufnahmen mit der ASJ stellen vorzugsweise Primar- und Sekundarschüler dar, dem kleineren Sekundarstufe. Nach Schuljahr aufsteigend, präsentieren sich die Zahlen für 1989 in der folgenden Reihenfolge: Primarstufe 43; Technische Lehranstalten 39; Spezialklassen 10; COOP 10; Sekundarstufe 2.

Internationale Zusammenarbeit

Im Rahmen des Europaprojektes „Pots“, das einen Vergleich in der Berufsausbildung zwischen verschiedenen Ländern der Gemeinschaft zum Inhalt hat, wird ein Jugendtausch in Form eines „Austauschprojektes“ im Rahmen der Organisation Lernen durchgeführt. Der Austausch ermöglicht Jugendlichen beider Seiten, sich die Leistungen kundenspezifischer Fähigkeiten des Nachbarlandes zu eigen zu machen und damit neue Horizonte und einen erweiterten Arbeitsmarkt zu erschließen. Darüber hat die „Action sociale“ bereits weitere Kontakte zu grenzüberschreitenden Zusammenarbeiten mit Holland, Belgien, Deutschland und England aufgenommen.



Diese Lederwaren werden in einem Atelier der „Gesellschaft“ hergestellt

Kooperative Kobold

Bildung konnte die ASJ nur mit einer bestimmten staatlichen Unterstützung und geeigneten Spenden sichern. Nach dem Motto „mit macht verbindet“ wurde die Kooperative „Kobold“ im Leben geführt. Sie soll durch die Vertriebs der erzeugten Produkte die Finanzierung der einzelnen Arbeiten sicherstellen. Und das heißt nicht „schlecht“ zu gelangen: „Auf unsere Autonomie und wir sind“, kommentiert dazu „Karin“ Beyer, die stellvertretende der Präsidium und Leiterin der Kooperative.

Kunstgegenstände in der Escher Brillestraße

Die Verkaufsstelle in der Brillestraße Nr. 28 (Tel. 34 88 42), bietet eine reiche Auswahl an Kunstgegenständen und Geschenkartikeln jeder Art. Durch die Zusammenarbeit der ASJ mit anderen sozialen Einrichtungen und dem „Centre National de Promotion des Arts et

Für Kontaktaufnahmen mit der „Action sociale pour jeunes“ ist die folgende Adresse in Esch mit der Telefonnummer 41 90 46 oder 41 94 10 Hilfe bei auch die Kooperative „Kobold“ für Beratungen der in die aufgeführten ASJ-Werkstätten hergestellten Produkte zu erreichen.

1991 LES FORMATIONS ET L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Grâce à notre participation à EGLEI, nous entrons en contact avec IAJ¹ pour élaborer et organiser des programmes de formation.

De plus, nous profitons des expériences de nos partenaires anglais et néerlandais de PETRA en introduisant les résultats de nos échanges dans nos programmes de formation.



Sur le terrain, nos premières expériences de formation en collaboration avec les «Ponts et Chaussées» arrivent à terme et sont concluantes: dorénavant, les stagiaires ont eu l'opportunité de se former dans les métiers traditionnels tels que la mécanique, la serrurerie, la menuiserie, le jardinage et la sérigraphie.

A cause de leur nombre croissant, les recrues sous CAT² sont réparties en deux entités: l'une est affectée aux «Ponts et Chaussées» et l'autre est employée à effectuer divers travaux pour des institutions que nous avons sensibilisées, telles que les communes, l'Administration des Bâtiments Publics et le Ministère de l'Agriculture.

D'un point de vue plus global, voire politique, la notion d'«économie solidaire»³ fait son entrée dans nos réflexions et notre travail de recherche.

Cette idée trouve son origine en France, où naît une discussion sur les différences entre une économie sociale bien implantée et les opportunités

alternatives que peuvent apporter les chercheurs/intéressés de l'économie solidaire.

Les formations dans les métiers traditionnels.



1991

Effectifs	52
Dépenses totales	664.998 €
Frais de personnel	501.738 €
Frais de fonctionnement	163.260 €

¹ Institut für Arbeitsmarktforschung und Jugendberufshilfe

² Contrat d'Auxiliaire Temporaire

³ pour plus d'informations, voir l'encart «L'économie sociale et solidaire», page 23

LA FORMATION CONTINUE AU SEIN D'OPE - UNE VÉRITABLE ECOLE DE LA 2^E CHANCE



Mme Anne Da Rin lors de la 4^e Conférence Nationale des Acteurs Bénévoles du réseau Objectif Plein Emploi, novembre 2004

Chaque employeur qui prend sa responsabilité sociale au sérieux, se préoccupe du bien-être et des compétences de son équipe. Dans ce contexte, l'offre d'une panoplie de formations professionnelles et sociales n'est donc pas seulement destinée à améliorer l'employabilité des salariés, mais surtout à créer un climat de confiance et de motivation, dans lequel tout un chacun est soutenu dans son développement.

OPE s'efforce en premier lieu à donner une chance à tous ceux qui ont été délaissés par notre système scolaire. Trop nombreux sont ceux qui ont quitté l'école en situation d'échec et se retrouvent exclus du marché du travail et ainsi de la société; une société qui repose sur des règles et normes trop strictes et dans laquelle seulement les plus persévérants survivent. OPE donne à ces personnes une 2^e chance en leur offrant une orientation professionnelle avec un cycle de formations techniques et sociales, moins stéréotypées et plus adaptées à leurs besoins. Les formations sont basées sur la méthode du «learning by doing», c'est-à-dire l'apprentissage par la pratique, une méthode très pertinente, surtout pour une population à qui manque une base théorique. Organisées sur demande et très souvent au niveau régional, ces formations sont dispensées par des professionnels expérimentés et reconnus au niveau national, voire international, afin de garantir un rendement maximal. Des partenariats de qualité ont été mis en place avec les organismes et prestataires de formation des secteurs public, privé et socio-économique: p.ex. le Centre National de Formation Professionnelle Continue, le Lycée technique d'Ettelbrück, la Chambre de Métiers, la Chambre de Commerce, l'Université de Metz, le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale (CUCES), et beaucoup d'autres intervenants privés.

OPE est également en échange permanent avec l'Administration de l'Emploi. Depuis de nombreuses années, OPE est reconnu par les autorités locales, nationales et européennes pour son savoir-faire ce qui lui a permis d'obtenir un agrément de ses formations professionnelles par la Chambre des Métiers et le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Certes, les formations ne sont pas uniquement réservées aux personnes qui se trouvent en situation d'échec. La philosophie d'Objectif Plein Emploi asbl va plutôt dans la direction de promouvoir un système dans lequel chacun se voit encouragé en permanence à étendre ses capacités professionnelles et personnelles. Des réorientations professionnelles en vue d'un épanouissement personnel sont fortement soutenues. Dans son travail quotidien, le réseau préconise l'apprentissage et le développement de ses membres.

1992 LE MOULIN BESTGEN ET DIFFÉRENTS PROJETS

Une partie du Moulin Bestgen¹ à Schiffflange peut être exploitée, car la première phase des rénovations est achevée. Notre idée avait été d'en faire un espace multifonctionnel, c'est-à-dire aux aspects sociaux, culturels et de logement, et voilà que nous sommes en mesure de concrétiser le dernier: La partie perpendiculaire à la rue du Moulin ouvre ses portes et une douzaine de logements sont disponibles pour de jeunes gens défavorisés.

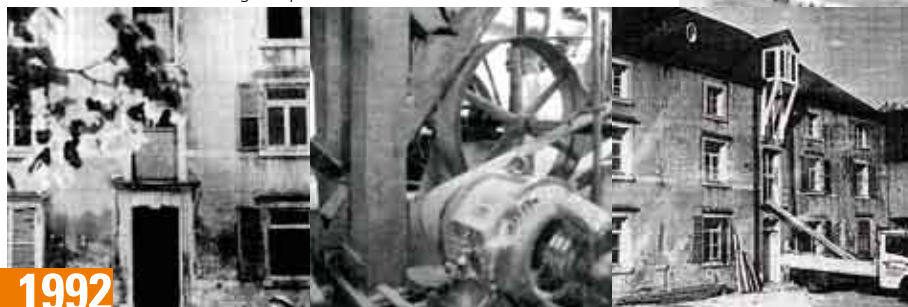
Malheureusement, les fonds du Ministère de la Culture sont épuisés, et il s'agit de trouver d'autres partenaires financeurs pour la réfection de l'autre partie du bâtiment. Au courant de l'année, des conventions de financement sont conclues avec le Ministère du Logement et l'Administration communale de Schiffflange.



En ce qui concerne les voyages d'étude au Danmark (qui dispose d'une politique de l'emploi progressiste) dans le cadre d'EGLEI, nous sommes encouragés dans nos idées sur le développement local, et nous nous employons à négocier des conventions portant sur des projets locaux à réaliser avec les communes (Bettembourg, Dudelange, Schiffflange, Pétange). Ainsi, par exemple, de jeunes chômeurs sont intégrés dans les équipes des services techniques de la commune et participent à la construction d'un parcours de fitness à Bettembourg. Dans le même ordre d'idées, une convention avec le Ministère de l'Agriculture donne lieu à la coopération avec les services techniques pour s'occuper de l'entretien de certaines zones industrielles nationales. Par ailleurs, deux initiatives communautaires, auxquelles participe l'ASJ, sont élaborées. D'une part, le projet JONCTION portant sur la réinsertion de détenus et d'ex-détenus. L'intérêt de l'ASJ se comprend, si l'on rappelle sa coopération avec le Centre pénitentiaire de Givenich et son adhésion récente au «Groupement européen pour l'Emploi des Délinquants»². D'autre part, l'ASJ participe, en coopération avec l'association «Jugend- an Drogenhëllef», à l'initiative européenne HORIZON, sur une durée de 2 à 3 ans. Le projet porte sur l'intégration de toxicomanes dans le monde du travail.

Malheureusement, les fonds du Ministère de la Culture sont épuisés, et il s'agit de trouver d'autres partenaires financeurs pour la réfection de l'autre partie du bâtiment. Au courant de l'année, des conventions de financement sont conclues avec le Ministère du Logement et l'Administration communale de Schiffflange.

La rénovation du Moulin Bestgen à partir de 1992



1992

Effectifs	63
Dépenses totales	835.778 €
Frais de personnel	674.581 €
Frais de fonctionnement	161.197 €

¹ pour plus d'informations, voir l'encart «Moulin Bestgen» et l'article ci-contre

² GEED

LE MOULIN BESTGEN - SIÈGE SOCIAL DE L'ASSOCIATION ET IMAGE FIDÈLE DE NOTRE APPROCHE



En 1987, le Moulin Bestgen à Schifflange fut mis à la disposition de l'ASJ dans le cadre d'un projet multifonctionnel. L'ASJ s'engagea à mettre en place des chambres pour personnes défavorisées et à les encadrer en vue d'une réintégration socioprofessionnelle. Parallèlement, l'association organisa des expositions. La Brasserie «Am Brill» fut ouverte comme lieu de rencontre entre les participants du projet, les citoyens de Schifflange et des communes afférentes.

Au courant des années 90, l'association développa ses activités au niveau local ce qui entraîna une diminution de demandes pour les chambres. Les personnes dans le besoin furent prises en charge localement et l'association, dont les effectifs augmentèrent sensiblement au fil des années, eut la possibilité de transformer les locaux du moulin en bureaux, de sorte qu'aujourd'hui le moulin constitue le siège social d'Objectif Plein Emploi asbl.

Tageblatt,
13 août 1994

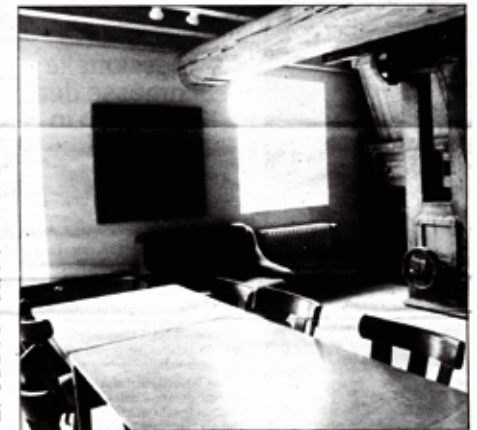
Action sociale pour jeunes

„Bestgensmillen“: ein soziales, kulturelles und touristisches Projekt

Im Jahre 1986 überließ die Familie Bestgen aus Schifflingen dem Luxemburger Staat ihr Haus in einem Schenkungsakt. Die alte Mühle stand unter Denkmalschutz, und das Kulturministerium, als Besitzer, stellte der „Action sociale pour jeunes a.s.b.l.“ das Gebäude zur Verfügung für die Einrichtung eines sozial-wirtschaftlichen und kulturellen Zentrums.

Luxemburg - Das staatliche Gebäude unter der Verwaltung der „Action sociale pour jeunes“ wurde renoviert und der Verwirklichung einer großen Idee stand nichts mehr im Wege.

Unter diesem Dach startete in Zusammenarbeit mit den Ministerien für Kultur und Wohnungsbau und der Schifflinger Gemeinde ein Projekt, das vier Grundbereiche umschließen sollte: das Soziale, das Kulturelle, Tourismus und Handel.



Blick in den Aufenthaltsraum

den gesellschaftlichen Stand dieser Person zu heben.

für die Öffentlichkeit zugänglich sein.

Ein neues Nebengebäude

Um der Schaffung eines sozialen Ghettos aus dem Weg zu gehen und um kreativen Kontakt nach außen zu fördern, wird die „Bestgensmillen“ vergrößert. Das neue Nebengebäude und das größere Grundstück hinter dem gesamten Komplex werden dann Standort diverser sozial-wirtschaftlicher und kultureller Aktivitäten.

Der Abschluß der Bauarbeiten wird im Herbst des kommenden Jahres erwartet.

Kulturelle Animation

Neben einem Ausstellungsraum, wo Künstler wie Maler, Bildhauer oder Fotografen der Öffentlichkeit ihre Werke vorzeigen können, werden zusätzlich Kunstateliers eingerichtet.

Hier können „Work-Shops“ organisiert werden, bei denen die Artisten ihre Kunst vorführen, und die Ausbildung für ASJ-Schützlinge in eine bestimmten Kunststrichtung (Airbrush-Painting, Bildhauerei usw.) wird ermöglicht.

Auf dem beachtlichen Grundstück hinter dem Gebäude, in einer unberührten natürlichen Umgebung, gedenkt die ASJ, in Zusammenarbeit mit dem Luxemburger Vogelschutzliga und der Schifflinger Gemeinde, eine Art Naturpark mitsamt Weiher anzulegen.

Auf einem Entdeckungspfad können Grundschulklassen im Rahmen des „Eveil aux Sciences“-Unterrichts Fauna und Flora hautnah erleben. Der Park wird auch

Fahrradverleih „Bestgensmillen“

Die nahegelegene Fahrradpiste brachte die ASJ auf die Idee, einen ihrer Schützlinge als staatlich anerkannten Fahrradmechaniker auszubilden und ihm die Möglichkeit zu gewähren, hier auf „Bestgensmillen“ seine eigene Werkstatt zu leiten und Fahrräder zu verleihen.

Aber damit sei noch nicht genug getan. Das alte Mülwerk der Familie Bestgen im Hauptgebäude wird renoviert und als „Musée vivant“ zur Beschichtigung für Touristen und Schulklassen freigegeben.

Zu guter Letzt, und zur Lebendigkeit des gesamten Zentrums beizutragen, wird im Nebengebäude eine Gaststätte eröffnet, um in geselliger Atmosphäre für das leibliche Wohl zu sorgen. Auch hier stehen die Türen für jeden weit offen.

Arbeitsplätze und Ausbildung

Das Projekt „Bestgensmillen“ dient in erster Linie zur Schaffung von Arbeitsplätzen und Ausbildungsmöglichkeiten für junge sozial Benachteiligte, die eine individuelle Betreuung der ASJ beanspruchen. Nach der Fertigstellung der obengenannten Einrichtungen im Jahr 1996 sind in der Tat sechs bis acht ausbaufähige Arbeitsplätze geschaffen und dementsprechende Ausbildungsmöglichkeiten gegeben.

Steve Strasser



Die „Bestgensmillen“ ist ein vielversprechendes Projekt

Die Haupttrichlinie der ASJ blieb nach wie vor die Unterstützung und Förderung von jungen sozial benachteiligten Personen.

Die Wohngemeinschaft „Bestgensmillen“

Junge Berufstätige, die sich (noch) keine eigene Wohnung leisten können, werden in der „Bestgensmillen“ beherbergt. Insgesamt zehn Räume mit Bad, eine Küche, ein Wohnzimmer sowie ein Wuschraum bilden eine Wohngemeinschaft. Die Bewohner zahlen einen relativ niedrigen Mietpreis, und die Dauer des Aufenthalts wird individuell und unter Berücksichtigung eines jeden einzelnen Falles festgelegt.

Nach positiver Entwicklung der sozialen und beruflichen Lage verläßt der Bewohner die Wohngemeinschaft, insofern gewährt die ASJ jegliche Unterstützung, um

1993 EVOLUTION DES RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET LA CHAMBRE DES MÉTIERS

L'ASJ aspire de plus en plus à se faire entendre au niveau politique national, et avec la coopération agricole CO-LABOR, l'on tente de regrouper d'autres associations actives dans le domaine socio-économique. Le but de la fédération «Entente des Gestionnaires des Services Sociaux»¹ est d'être le premier représentant d'un secteur à part la politique «traditionnelle», où travail social et démarche active pour l'emploi sont confondus.

D'autres activités se succèdent en 1993:

Nous participons à la création de PEP-Péitenger Projet, où il s'agit de combiner la démarche environnementale avec l'emploi. Concrètement, l'idée consiste à insuffler aux travaux d'entretien de certains espaces verts qu'exécutent les «Ponts et Chaussées» une note paysagiste, ce qui ouvrirait la voie à d'autres formations. Ensuite, l'ASJ entame des négociations avec le Ministère de l'Intérieur pour institutionnaliser les conventions avec les administrations communales. Un grand succès est à enregistrer au niveau des formations. A cause de nos efforts, la Chambre des Métiers nous déclare organisme de formation agréé pour certains métiers traditionnels comme la sérigraphie ou la menuiserie. Concernant le domaine des nouvelles technologies en relation avec la formation, un travail est lancé pour pouvoir participer dans un projet européen nouvellement créé, du nom de «FORCE». Le projet prévoit la confection d'un outil multimédia interactif pour l'orientation professionnelle. Notre programme s'appellera «Odysée»² et dans le questionnaire élaboré pour orienter les jeunes, l'on insistera autant sur le «voulu» que sur le «vécu».

Les engagements de l'ASJ dans de si nombreux domaines et le désir de se concentrer davantage sur la recherche, le développement local, l'écologie, les nouvelles technologies et la formation exigent une réorganisation importante de la structure de l'association.

¹ EGSS

² pour plus d'informations, voir l'article ci-contre



Les formations au sein de l'ASJ



1993

Effectifs	75
Dépenses totales	1.194.317 €
Frais de personnel	945.693 €
Frais de fonctionnement	248.624 €

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



L'économie sociale et solidaire constitue une démarche socio-économique viable et indispensable pour la prospérité et la cohésion sociale de la société européenne. Elle s'inscrit ainsi dans l'objectif stratégique de la Stratégie de Lisbonne qui est de faire de l'Union européenne en 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique et durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale».

Aujourd'hui l'économie sociale représente 8% des entreprises européennes. Employant environ 9 millions de travailleurs, elle couvre 7,9% de l'emploi salarié, tout en y associant une partie considérable de la société civile: on estime que 25% des citoyens de l'Union européenne y adhèrent aussi bien en qualité de producteurs que de consommateurs, d'épargnants, de locataires, d'assurés, d'étudiants ou de bénévoles.

Selon le STATEC, au Luxembourg, le secteur de l'économie sociale et solidaire occupait en 2004 6.500 salariés, dont 1.900 personnes à temps partiel. 65% des salariés étaient des femmes. Plus de 80% des unités étaient des associations sans but lucratif. En termes de valeur ajoutée, le secteur social représentait en 2003 à peu près 1% du PIB (hors maisons de retraite et crèches).

Luxemburger Wort,
29 octobre 1994

«Odyssée», un outil informatique pour aider les jeunes défavorisés

Un concept élaboré par l'Action Sociale pour Jeunes / Un fonctionnement similaire à celui d'un jeu vidéo

Aïda - L'ordinateur occupe une place prépondérante dans la société moderne. Outil de travail, support éducatif ou compagnon des enfants, son champ d'utilisation est extrêmement large. En plus, il offre des possibilités quasi illimitées à qui sait en tirer la quintessence. L'asbl «Action Sociale pour Jeunes» (ASJ), qui est en train de mettre au point un programme informatique dont le but est d'orienter les jeunes défavorisés dans leurs choix professionnels, nous en apporte la preuve.

Avant de plonger dans le vif du sujet, il convient de rappeler brièvement ce qu'est l'ASJ. Au milieu des années 80, le chômage des jeunes avait atteint un niveau considérable. Plus de la moitié des personnes sans emploi étaient âgées de moins de 25 ans, se souvient Romain Biever, directeur de l'ASJ. Et de poursuivre: «La plupart de ces jeunes étaient issus de milieux défavorisés et n'avaient aucune qualification. Brevé, décrocher un travail était pratiquement une mission impossible. Partant de ce constat, nous avons créé une structure d'accueil et d'encadrement, notre objectif étant d'aider les jeunes défavorisés à s'intégrer dans les milieux économique, culturel et social.»

Les bases de l'ASJ étant jetées, celle-ci passa une convention avec l'Administration des Ponts et Chaussées permettant à ses jeunes protégés de travailler - plus précisément d'effectuer des travaux d'entretien des abords d'autoroutes. Une étape importante fut franchie en 1989, avec la décision de se lancer dans le secteur de la formation professionnelle. Toujours avec son partenaire, les Ponts et Chaussées, l'ASJ fut en mesure d'élargir sa gamme de services en proposant à des jeunes des formations traditionnelles, comme la mécanique, le jardinage, la serrurerie, etc. Tous ces efforts lui ont d'ailleurs permis d'acquiescer ses lettres de noblesse: depuis 1993, l'ASJ est reconnue par la Chambre des Métiers comme «organisme de formation».

Aujourd'hui, l'ASJ est structurée en quatre «entreprises de formation»: métiers traditionnels, écologie et création, nouvelles technologies et artisanat d'art. Actuellement, quatre-vingts jeunes gens âgés entre 15 et 30 ans disposent d'un contrat de travail de deux ans



Romain Biever et Charles Laplanche lors de leur entretien avec le journaliste Alain Rousseau

passé de l'asbl et touchent le salaire minimum auquel vient s'ajouter une prime la deuxième année.

Lutte contre le chômage

Outre la mise au travail, l'asbl «Action Sociale pour Jeunes» accorde aussi une grande importance à l'élaboration de nouveaux concepts visant à lutter contre le chômage. «Le problème du chômage est tel que l'on ne saurait se limiter à y répondre au cas par cas. Bien sûr, il faut trouver un emploi à ceux qui n'en ont pas. Mais cela ne suffit pas. Il faut une approche plus active, c'est à dire créer de nouveaux concepts de formation, trouver de nouveaux créneaux porteurs d'avenir, comme par exemple l'environnement», souligne Romain Biever.

C'est dans cette volonté d'aller de l'avant que s'inscrit l'élaboration du programme informatique «Odyssée», programme dont l'intitulé exact est le suivant: «programme multimédia interactif d'orientation pour jeunes défavorisés». Une appellation quelque peu barbare qui renferme une foule d'idées aussi intéressantes que novatrices.

Comment le concept «Odyssée» a-t-il vu le jour? Charles Laplanche, responsable de l'atelier informatique de l'ASJ, répond: «A force de le côtoyer, nous avons remarqué

que la plupart de nos jeunes connaissent très mal tant le marché de l'emploi que les possibilités de formation. Partant, nous nous sommes dit qu'il fallait créer un outil d'orientation adapté à notre population cible, c'est-à-dire qui tiendrait compte de ses particularités. Cette population cible est constituée de jeunes défavorisés, généralement âgés entre 15 et 30 ans, n'ayant pas suivi de cycle de formation complet et ne disposant d'aucun repère sur le marché du travail. Ensuite, nous avons fait le tour de ce qui existait déjà comme outils d'orientation destinés à ces personnes. On s'est très vite rendu compte que ces outils étaient à la fois peu nombreux et, surtout, mal adaptés. Par exemple, nous avons trouvé des questionnaires à choix multiples difficilement compréhensibles pour quiconque présentant des problèmes de lecture ou d'écriture. Nous avons également remarqué que ces outils prenaient uniquement en compte les aspirations concrètes concernant le travail désiré par l'utilisateur pour effectuer l'orientation. Par contre, ils ne prenaient en compte ni les intérêts généraux des usagers, ni leurs personnalités et partaient de l'hypothèse que l'utilisateur savait ce qu'il voulait. Autre constatation: ces outils ressemblaient trop à des examens et les images utilisées à des panneaux de signalisation, ce qui entraînait certainement des situations de blocage par rapport aux situations d'échecs enregistrées au niveau scolaire ou autres.»

Le choix d'avoir recours à l'informatique n'est évidemment pas fortuit. «L'ordinateur, au travers du multimédia, nous permet de disposer de véhicules d'information beaucoup moins figés que le papier. Les sons, les images et les animations permettent de mieux illustrer le message, de le rendre plus attractif et plus facilement compréhensible», souligne Charles Laplanche.

Comme une bande dessinée

Le programme Odyssée, que l'ASJ développe en étroite collaboration avec deux partenaires allemands (Institut für Arbeitsmarktforschung und Jugendberufshil-

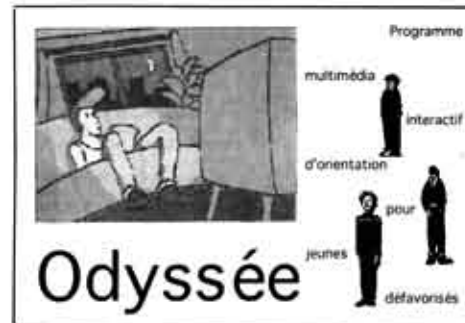
fe) et français (Télémao) dans le cadre du programme européen «FORCE», fonctionne un peu comme un jeu vidéo. La encore, on remarque la volonté des auteurs du programme de proposer à l'utilisateur un environnement qu'il connaît bien. Après s'être confortablement installé derrière son écran, l'utilisateur se sert de sa souris pour sélectionner l'un des trois «personnages d'identification» qui l'accompagneront tout au long du programme. Ces personnages, issus d'une bande dessinée, correspondent aux archétypes les plus fréquemment rencontrés dans la population visée: le voyou, le pauvre et le BCBG - BCBG par rapport à la population de référence bien entendu.

Après avoir choisi le personnage à qui il croit ressembler le plus, l'utilisateur guide son petit compagnon à travers plusieurs «fenêtres» suivant un scénario très précis. A chaque fenêtre correspondent une série de questions devant permettre de mieux cibler l'utilisateur. Ainsi, l'interrogatoire sur sa famille, ses rapports sociaux, son logement, ses intérêts personnels, sur le travail désiré.

Un outil d'éveil

Suivant les réponses fournies, l'utilisateur se voit proposer plusieurs domaines à découvrir, domaines qui sont tous symbolisés par des photographies apparaissant sur l'écran: la nature/écologie, le bricolage (artisanat), le travail répétitif et les services. Ayant fait son choix, l'utilisateur obtient alors les informations nécessaires à son orientation ultérieure. «Le but est d'éveiller l'utilisateur aux différentes possibilités. «Odyssée» n'est pas - du moins pas encore - un programme qui va orienter un jeune avec précision vers une formation donnée dans un domaine bien déterminé. Il se limite à lui proposer, compte tenu de son background et de sa personnalité, les pistes d'orientation les plus adaptées», précise Charles Laplanche.

Comme chaque programme informatique, «Odyssée» sera amené à évoluer. Il est notamment question d'y inclure de nouveaux modules de recueil d'information tels que des tests psychotechniques afin de mieux détecter les capacités réelles des usagers. Un autre axe de travail sera l'élaboration de modules d'orientation plus pointus, devant permettre d'aboutir à une orientation définitive de l'utilisateur vers un type d'activité précis. Cet approfondissement dépendra toutefois en grande partie de l'argent mis à la disposition des chercheurs. «Le programme européen FORCE nous a bien aidés. J'espère que le nouveau programme «LEONARDO» fera de même», relève Charles Laplanche. L'appel est lancé.



1994 L'ÉTUDE «OBJECTIF PLEIN EMPLOI»



L'équipe de football de l'ASJ en 1994

Cette année est importante pour l'ASJ à plusieurs égards. En effet, elle participe à trois programmes européens: JONCTION, qui porte sur la réinsertion des délinquants, est reconduit pour deux ans. FORCE, le projet de développement d'un outil multimédia pour l'orientation professionnelle, est également reconduit en partenariat avec l'IAJ.

Finalement, dans le cadre de l'article 6 du Fonds Social Européen¹ qui prévoit la promotion de projets innovateurs, nous présentons l'idée d'un «Centre de Formation Mobile»² qui représente la consécration de notre travail de développement et de recherche. Le regroupement des réalisations dans le domaine de la formation, des nouvelles technologies, de l'écologie et de la stratégie du développement local tend vers une implication accrue des administrations communales.

Fort motivés, les réflexions sont poussées plus loin pour aboutir à un concept d'implantation radicale du développement local au Luxembourg. Cette idée aboutira à une étude offensive, à l'opposé des stratégies providentielles pour lutter contre l'exclusion sociale et le chômage.

Cette première démarche ouvertement politique portera le nom «Objectif Plein Emploi». Il s'agit de démarches stratégiques de responsabilisation au niveau local, d'organisation de partenariats pour créer au niveau national un dispositif capable de porter un «troisième secteur économique», l'économie solidaire. Au cours de ces démarches, nous rencontrons l'OGB-L qui lui aussi est préoccupé par la problématique du chômage persistant. Un partenariat spontané se met en place pour développer l'idée de l'objectif du plein emploi.

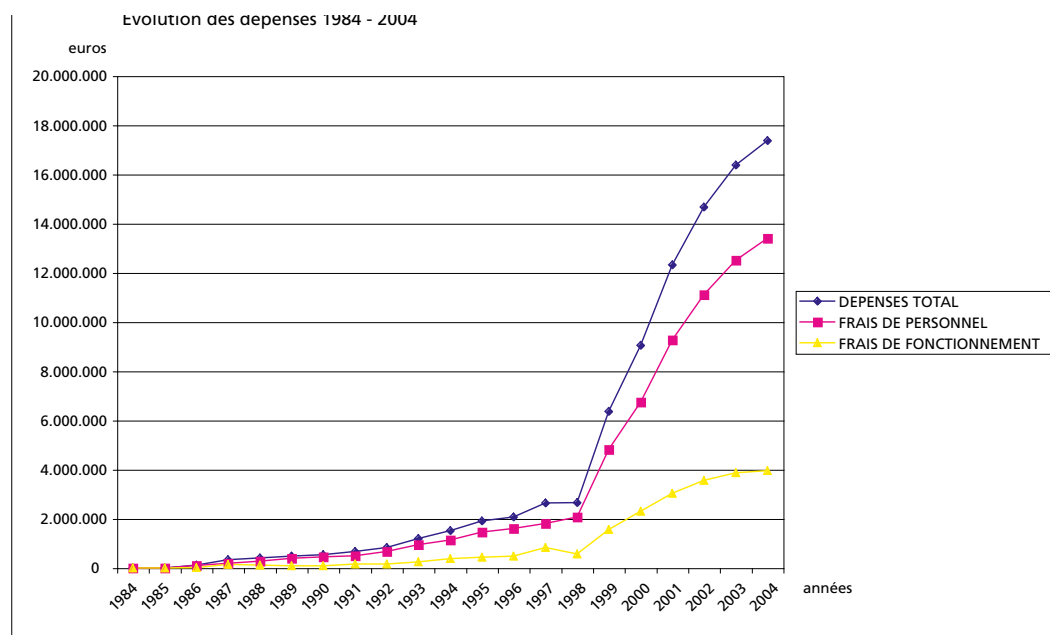
L'on peut préciser que la coopération entre un organisme socio-économique (ASJ) et un syndicat (OGB-L) a été une collaboration partenariale osée pour l'époque.

¹ FSE
² CFM

1994

Effectifs	81
Dépenses totales	1.516.552 €
Frais de personnel	1.135.446 €
Frais de fonctionnement	381.106 €

EVOLUTION DES DÉPENSES 1984-2004



Ce tableau reprend la totalité des dépenses du réseau OPE total en distinguant les frais de personnel et les frais de fonctionnement.

Sur la période de référence 1996 à 2004, le nombre de salariés a considérablement augmenté tandis que la même proportion ne compte pas pour les frais de fonctionnement, la priorité étant de pouvoir donner accès à l'emploi.

En 2005, le budget prévisionnel est de l'ordre de 19.500.000 euros.

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL - NOTRE FER DE LANCE

Objectif Plein Emploi asbl recherche et initie différentes formes de partenariat avec différents acteurs locaux pour assurer et améliorer la situation des populations et des communes dans les domaines de la création d'emplois, de l'amélioration de la qualité de vie, de l'insertion sociale et de l'égalité des chances. Il s'agit de détecter de nouveaux besoins délaissés par le marché ou les services publics et d'y remédier. Les innovations sociales constituent l'élément essentiel du réseau, renforçant ainsi le développement local.

Cette démarche politique et conceptuelle a déjà été poursuivie par l'ASJ dans les années 80 et a été reprise par OPE lors de sa création. Elle s'inscrit dans une politique active de l'emploi destinée à rassembler les partenaires locaux et nationaux dans une structure, le réseau OPE, chargée de promouvoir, d'initier et de gérer un ensemble de projets de développement local. Nous avons fait le constat que les initiatives locales de développement et d'emploi sont de nature à accroître chaque année l'emploi au Grand-Duché de Luxembourg. En effet, le secteur associatif prend une part de plus en plus importante dans l'économie nationale. Ainsi notre réseau de centres d'initiative et de gestion locaux (CIGL/R/S) occasionne le développement de nombreux projets dans de nouveaux secteurs d'activité répondant à des besoins locaux: l'environnement, les services de proximité, les nouvelles technologies, la culture et le tourisme.

La participation d'OPE dans des réseaux européens thématise également cette démarche, dont la reconnaissance internationale est bien prouvée par son intégration dans la Stratégie européenne de l'Emploi et la Stratégie de Lisbonne depuis 2000.

Dans sa démarche, OPE opère à travers le principe de subsidiarité afin d'assurer une prise de décision la plus proche possible du citoyen.

1995 LA COOPÉRATION AVEC LE MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Le Ministère du Travail et de l'Emploi suit avec grand intérêt l'avancement rapide de notre étude «Objectif Plein Emploi» et l'ASJ se voit conviée à deux réunions avec le MTE. Lors de ces entrevues, il ressort que l'ASJ pourra compter sur le soutien du ministère qui propose d'intégrer notre projet dans le cadre des financements de l'Objectif 2 (qui concerne la reconversion industrielle des régions en déclin) du Fonds Social Européen, car les cantons d'Esch/Alzette et Capellen bénéficient à l'époque de cette aide.

Encouragée dans son idée, l'ASJ s'investit vigoureusement dans le travail d'implantation du CFM¹ dans les communes du sud du pays.

Dans le même élan, nous discutons avec les membres de l'EGSS² de l'adoption du développement local et de l'économie solidaire comme étant des notions d'identité pour le secteur socio-économique en général. Malheureusement, les autres membres de l'Entente ne se rallient pas à ce concept, et elle se dissoudra quelques mois plus tard.

Toujours en rapport avec le volet plus «théorique» (politique), la rencontre avec des représentants du réseau ESO³ de l'université de Trèves va relancer la discussion de l'économie solidaire et, surtout, des possibilités de concrétisation, car contrairement à la France, où il y a un débat au niveau national, au Grand-Duché, on ne se préoccupe ni de l'idée, ni

de sa transposition concrète.

Quant aux projets européens, après deux ans de travail acharné, une première ébauche du programme «Odyssée», l'outil multimédia interactif d'orientation professionnelle réalisé dans le cadre du programme européen FORCE, peut être présentée et la Commission européenne lui décerne le «Label de Qualité Européen».

¹ Centre de Formation Mobile

² Entente des Gestionnaire des Services Sociaux

³ Eurosozial



Projets de paysagisme dans la vallée de la Pétrusse en 1995



1995

Effectifs	89
Dépenses totales	1.908.674 €
Frais de personnel	1.467.117 €
Frais de fonctionnement	441.557 €

Puis, dans le cadre de la Direction Générale pour la recherche et le développement de la Commission Européenne, nous organisons une sorte de «groupe de travail de niveau européen», appelé Campus Universitaire, qui effectue une étude socio-économique et architecturale sur l'utilisation de la friche industrielle des Terres Rouges à Esch/Alzette. La présentation du projet est très remarquée et suscite notamment l'intérêt de l'Administration communale d'Esch/Alzette.

Comme si ces événements ne suffisaient pas, un grand déménagement a lieu en 1995: La deuxième phase de rénovation du Moulin Bestgen s'achève et l'administration de l'ASJ déménage d'Eich à Schifflange. La Brasserie «Am Brill» fête son ouverture.

Reste à noter notre contribution à «Luxembourg, ville européenne de la culture» par un projet environnemental: l'aménagement d'un espace dans la vallée de la Pétrusse à Luxembourg-Ville.



Le conseil d'administration de l'ASJ en 1996

Horesca,
novembre 1995

Le projet "Bestgen's Millen" de l'ASJ à Schifflange Boire un coup pour aider

Aujourd'hui plus que jamais, dans un monde où l'individualisme et l'égoïsme sont devenus mot d'ordre, l'exclusion sociale menace tous ceux qui n'arrivent pas à suivre le rythme accéléré d'une société basée essentiellement sur la productivité et le conformisme de ses membres. De plus en plus de jeunes de 15 à 30 ans, souvent sans qualification professionnelle et sans travail, perdent les pédales et entrent dans un cercle vicieux où problèmes de justice, alcoolisme, perte de logement, détresse et déclin social sont à l'ordre du jour.

L'ASJ, "Action Sociale pour Jeunes", s'est engagé dans la lutte contre ce phénomène, en offrant à ces jeunes un emploi rémunéré sur base d'un contrat à durée déterminée (2 ans max.) pour leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle nécessaire pour s'intégrer plus facilement dans une entreprise. Les jeunes chômeurs sont employés par l'ASJ, qui se fait également garant du suivi social indispensable à l'intégration, et sont "loués" à des entreprises publiques ou privées.

A cela vient s'ajouter le volet de la formation, organisé de manière souple en collaboration avec l'employeur. Depuis peu, l'ASJ est d'ailleurs officiellement reconnue par la Chambre des Métiers comme institution de formation, ce qui souligne le sérieux de l'approche. Ainsi la coopération étroite entre les entreprises privées ou publiques, la Chambre des Métiers et l'ASJ doit aujourd'hui être considérée comme solide fondement sur lequel sont construits de nouveaux modèles concernant la lutte contre le chômage.

La Brasserie "Am Brill" - lieu de rencontre et de réintégration

Situé aux abords de la ville de Schifflange, le Moulin Bestgen a été rénové en collaboration avec les Ministères du Logement, de la Culture et du Tourisme pour les besoins de l'ASJ. Une quinzaine de jeunes y sont logés (le temps de la recherche d'un logement adéquat) et suivent des activités de formation en partenariat avec les acteurs locaux.



Le Brill schiffangeois étant classé zone naturelle protégée, l'ASJ a recherché le contact étroit avec la "Natur- a Vullschutzliga", le "Haus vun der Natur" et les Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture en vue d'une collaboration au niveau de l'aménagement et de l'entretien de la zone. Cette activité est même censée s'étendre sur la région entière du Roeserbann. Rappelons que dans le cadre de projets de remise au travail similaires, les jeunes de l'ASJ ont déjà signé responsables pour l'aménagement de nombreux chantiers situés le long de la Collectrice du Sud, dans la vallée de la Pétrusse, à Esch/Alzette, Bettembourg, etc... Un Centre Didactique d'Eveil aux Sciences devrait sous peu fonctionner au sein du projet Moulin Bestgen pour couvrir à la fois les volets éducatif (classes d'élèves des écoles) et touristique (idée du gîte d'étape français).

Au Moulin Bestgen, la brasserie "Am Brill" a récemment ouvert ses portes. Il s'agit là d'un café-resto (petite restauration et plat du jour) dont le concept architectural et la décoration ont été conçus par Claude Fontaine et qui se veut avant tout lieu de rencontre où le volet culturel intervient dans l'idée-clé de la réintégration. Théâtre, concerts, cabaret, lectures, discussions - la petite scène installée au "Brill" est prête à recevoir toutes sortes de performances artistiques dans la mesure où celles-ci contribueront à

briser les chaînes de l'isolement sociale qui entourent les jeunes défavorisés. Voilà aussi pourquoi l'ASJ cherche à entrer en contact avec d'autres projets socio-culturels tels que la Tuchfabrik à Trèves ou encore la Rote Fabrik à Zürich. Ce seront avant tout les jeunes auxquels incombera l'organisation des soirées animées.

Au niveau gestion, la brasserie est louée préférentiellement à de jeunes exploitants qui y pourront s'acquérir une certaine expérience dans la direction d'un commerce. Il importe cependant de noter qu'il s'agit nullement d'une "entreprise subventionnée": si un certain suivi semble de rigueur, le café fonctionnera néanmoins sous la responsabilité entière de son gérant et sans protectionnisme. De toute façon, seul l'avenir montrera si le concept de changer de gérance après un "temps d'apprentissage" sera vivable. La Brasserie n'est d'ailleurs pas le seul élément commercial dans l'organisation structurelle de l'ASJ: déjà elle exploite sous forme d'une coopérative le magasin Kohold, situé en plein centre touristique de Luxembourg-Ville et où sont vendus des objets d'art de production artisanale. L'expérience au niveau commerce ne devrait donc pas manquer.

Un atout distingué en tout cas le "Brill" des autres cafés de la région: c'est un des rares bistrotts du Minett, sinon le seul, à servir au fût les bières de la Brasserie Stmon!

1996 LES PRÉPARATIFS DU LANCEMENT OPE

Cette année est avant tout marquée par l'intensité des préparatifs pour lancer «Objectif Plein Emploi» dans le cadre d'Objectif 2 (reconversion industrielle) du Fonds Social Européen. Les réunions avec les représentants du MTE¹ et du Ministère de l'Intérieur se multiplient pour négocier et créer les dispositions nécessaires au lancement de ce projet ambitieux à tous les égards.



Suite à différentes campagnes de sensibilisation quant au développement local, les liens avec les communes, acteurs indispensables pour la réussite du projet, se concrétisent.²

Notre entreprise fait du bruit, et nous sommes reçus par le Président de la Commission Européenne, qui s'intéresse aux idées d'ASJ par rapport à la politique européenne concernant les «Pactes Territoriaux pour l'Emploi».

Nous participons par ailleurs à un autre travail plus «théorique»: une analyse qualitative et comparative des résultats des expériences concernant les «processus globaux d'insertion» dans différents pays se fait dans le cadre d'un projet européen engagé par la Direction Générale pour le travail et les affaires sociales et en collaboration avec cinq partenaires du réseau EGLEI.

Compte tenu des bons résultats d'«Odyssee», le projet FORCE peut être poursuivi et complète le programme du projet Centre de Formation Mobile dans la mesure où un programme multimédia interactif de formation au métier de l'hydro aménagement est réalisé.

Sécurisation des verges de la Chiers, Pétange.

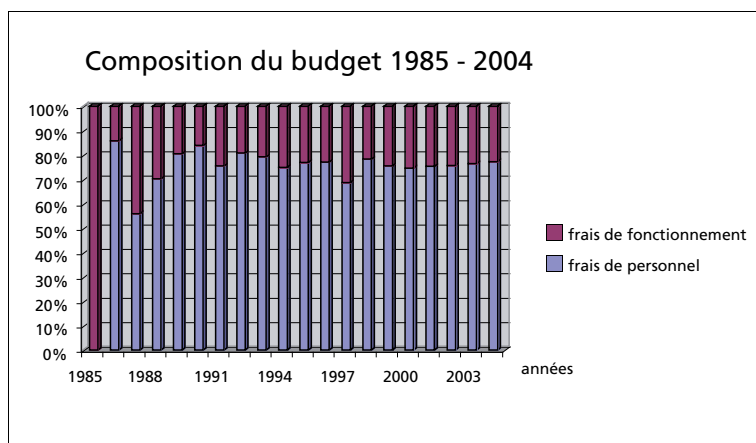


1996

Effectifs	95
Dépenses totales	2.077.496 €
Frais de personnel	1.601.540 €
Frais de fonctionnement	475.956 €

¹ Ministère du Travail et de l'Emploi
² pour plus d'informations, voir l'encart «Finances»

COMPOSITION DU BUDGET 1985-2004



Ce tableau reprend en pourcentage la distinction entre les dépenses frais de personnel et frais de fonctionnement du réseau OPE. En moyenne et sans distinction de la période de référence, 75% sont consacrés aux frais de personnel et 25% au frais de fonctionnement.

Luxemburger Wort,
23 février 1995

Gemeinsame Pressekonferenz von OGB•L und "Action sociale pour jeunes"

NEUE STRUKTUREN FÜR NEUE BESCHÄFTIGUNGSMÖGLICHKEITEN

OGB•L-Vorschläge über Beschäftigungspool in noch weitergehende Ideen integriert

Bereits im April 1992 hatte der OGB•L angesichts der sich damals bereits abzeichnenden Probleme auf dem Arbeitsmarkt erstmals eine Art neue "Anti-Krisen-Division" in Vorschlag gebracht, war aber bei den zuständigen politischen Entscheidungsträgern auf taube Ohren und Unverständnis gestoßen. Zusammen mit der "Action sociale pour jeunes" unternahm er dann einen neuen Versuch, mit dem Resultat, daß aus dem ursprünglichen Beschäftigungspool mehr wurde und jetzt ein Gesamtkonzept für neue Strukturen, die zusätzliche Arbeit schaffen sollen, vorgelegt werden konnte. Der ursprüngliche Vorschlag des OGB•L wurde unterbreitet zu einem Zeitpunkt, wo bei einigen größeren Betrieben ernsthafte Probleme auftauchten, und viele Menschen ihren Arbeitsplatz verloren. Das war für den OGB•L Grund genug, ausgetretene Pfade zu verlassen und für neue Beschäftigungsmöglichkeiten einzutreten für diejenigen, die wegen des Konkurses ihres Betriebes die Arbeitsstelle verloren.

"Nicht nur fordern..."

Für den OGB•L ging es bei dieser Initiative aber auch darum, zu unterstreichen, daß eine Gewerkschaft heute mehr sein muß als eine Struktur, die nur fordert und in Frage stellt, sondern daß sie selbst Ideen vorbringt, und mit dem notwendigen Druck auch dafür sorgt, daß die entsprechenden Entscheidungen getroffen werden. OGB•L-Präsident John Castegnaro zufolge dürfe das Recht auf Arbeit, und damit auf die Absicherung einer eigenen Existenz, nicht beeinträchtigt werden. Die Entscheidungsträger in Politik, Wirtschaft und Gewerkschaften würden in Zukunft daran gemessen werden, inwiefern es ihnen gelungen sei, in Sachen Beschäftigungspolitik die richtigen Entscheidungen zu treffen. Der OGB•L würde sich dieser Herausforderung denn auch mit einem konkreten Beitrag stellen. Das gemeinsam von OGB•L und "Action sociale pour jeunes" ausgearbeitete Projekt, das über die ursprünglichen Vorstellungen des OGB•L hinausgeht, diese aber integriert, wurde von Charles Laplanche vorgestellt.

Neue Strukturen

Ausgangspunkt der Überlegungen der beiden Organisationen waren die nicht



Die Vertreter der ASJ und des OGB•L

an die neue Lage auf dem Arbeitsmarkt angepaßten Strukturen, als Beispiel wurde die Arbeitsmarktverwaltung genannt, die es notwendig machen würden, mit einer neuen Sichtweise und besser angepaßten Strukturen die Probleme auf dem Arbeitsmarkt anzugehen.

Bei diesen Überlegungen geht es, den Ausführungen von Charles Laplanche zufolge, nicht darum, dem Privatsektor einen neuen, subventionierten Arbeitsmarkt gegenüber zu stellen, sondern in Zusammenarbeit mit dem Privatsektor Strategien zu entwickeln, um eine qualifizierte und kompetente Arbeitskraft zur Verfügung zu stellen.

Als Voraussetzung für das Gelingen dieses Vorhabens wurde eine enge Zusammenarbeit zwischen den traditionellen Sozialpartnern, den lokalen Autoritäten und den Organismen, die sich bislang bereits mit diesen Belangen abgaben, vorausgesetzt.

Dabei soll nicht die gesamte Initiative dem Staat überlassen werden, sondern es soll eine neue Dynamik entstehen, die in der Bevölkerung ein breites Echo finden könnte, und damit auch die Voraussetzungen für den notwendigen Initiativgeist schaffen könnte.

Eigendynamik und Finanzen

Aufbauend auf die bislang bereits gemachten Erfahrungen von Vereinigungen wie eben "Action sociale pour jeunes" würde mit den vorgeschlagenen neuen Strukturen auf lokaler Basis der Anfang

gemacht für einen nationalen Beschäftigungsrat, der das Ganze verwalten soll. Finanziert würden die Projekte über den Beschäftigungsfonds, wobei deutlich unterstrichen wurde, daß zahlreiche Projekte eine Eigendynamik und somit auch eigene Finanzierungsmöglichkeiten freisetzen würden.

Die Schwerpunkte der neuen Aktivitäten im Beschäftigungsbereich werden im Umweltschutz, in den neuen Technologien sowie in sozialen Schwerpunkten gesehen.

OGB•L-Präsident John Castegnaro ließ keinen Zweifel an seiner Überzeugung, daß, den notwendigen politischen Willen vorausgesetzt, jetzt bereits 3.000 zusätzliche Arbeitsplätze in den genannten Bereichen geschaffen werden könnten.

Vorschläge werden in der Tripartite überreicht

In der Tripartite-Sitzung vom 23. Februar 1995 wurden dem Beschäftigungsminister, der als Premier die Sitzung auch präsidierte, die Vorschläge von OGB•L und "Action sociale pour jeunes" überreicht.

Die Autoren dieser Vorschläge hoffen auf eine schnelle und umfassende Umsetzung ihrer Ideen. Dies in der Überzeugung, daß der Arbeitsmarkt Ideen braucht für neue Formen der Beschäftigung, und daß es so oder so billiger zu stehen käme, in die Beschäftigung von Menschen zu investieren, als deren Arbeitslosigkeit zu finanzieren.

1997 LE COMITÉ INTERCOMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EMPLOI¹

Au MTE l'on nous renseigne quant à l'évolution du dossier OPE² dans le cadre de la répartition des Fonds Structurels Européens pour le Luxembourg et suite à ces prévisions financières, l'installation de premiers projets locaux est prévue pour l'année en cours.

Vu l'importance du budget à administrer, pour bien séparer les pouvoirs et pour responsabiliser les partenaires locaux ainsi que les observateurs ministériels, une association sans but lucratif, «Comité Intercommunal pour le Développement et l'Emploi» est créée. Elle sera le gérant du projet «Objectif Plein Emploi», et le conseil d'administration se composera de membres d'ASJ, OGB-L, de représentants des communes et d'observateurs des ministères. L'ASJ, initiateur de l'aventure, endosse le rôle de consultant pour le CIDE.



Peu après, le moment est venu de présenter officiellement le projet «Objectif Plein Emploi», en collaboration avec le MTE. Lors de cet événement, le Ministre déclare que désormais, le programme OPE, auquel il croit fermement, peut être appliqué dans toutes les communes du Luxembourg.

Enthousiasmés par ce soutien, nous lançons aussitôt une campagne de sensibilisation au sujet du développement local, destinée aux administrations communales. Bien que le feed-back général soit positif, l'instauration de projets concrets dans la région Sud reste prioritaire. C'est ainsi qu'après

des négociations avec l'Administration communale de Rumelange, le premier projet à caractère local prend forme sous l'apparence d'une association sans but lucratif nommée «Centre d'Initiative et de Gestion Local Rumelange asbl»³. Une première entraînant l'autre: voici que le premier poste d'agent de développement local doit être pourvu!

Autre première au Luxembourg: Nous résilions nos relations conventionnelles avec le Ministère de la Famille, et ce pour nous démarquer des institutions opérant un traitement exclusivement social du chômage.

Les projets Odyssee et CFM.



1997

Effectifs	135
Dépenses totales	2.643.046 €
Frais de personnel	1.813.855 €
Frais de fonctionnement	829.191 €

D'autre part, dans un souci constant d'évolution, nous adhérons, grâce aux contacts avec ESO (Eurosozial) de Trèves, à ECCE⁴ et participons à de nombreux séminaires.

C'est à ce moment-là aussi, qu'un groupe de personnes appartenant à diverses structures telles que ESO, ECCE, EGLEI s'intéresse de plus près aux défis que représente l'implantation d'une économie solidaire. Une asbl de droit luxembourgeois, «Institut Européen pour l'Economie Solidaire»⁵ est créée pour promouvoir ce secteur. Les membres d'INEES oeuvrent auprès des instances compétentes dans leurs pays respectifs, essayent d'alimenter la discussion scientifique dans les universités, interviennent dans des séminaires, etc.

Aussi, nous obtenons sur appel d'offre un contrat avec la Direction Générale pour les politiques régionales pour l'élaboration d'une base de données européenne des initiatives locales de lutte contre l'exclusion sociale dans les Etats membres. (Dans ce contexte, une étude détaillée sur les initiatives luxembourgeoises est réalisée avec le bureau d'études «Accord-International».)

Finalement, nos relations intensives avec le Centre Pénitentiaire de Givenich nous mènent à conseiller et accompagner les responsables pour créer Défi asbl, une structure destinée à s'occuper de la réintégration de détenus et à devenir une plate-forme pour le lancement de CIG à l'est.

¹ CIDE
² Objectif Plein Emploi
³ pour plus d'informations, voir l'article ci-contre
⁴ Réseau européen de recherche pour l'innovation dans les formations universitaires des métiers du social
⁵ INEES

Luxemburger Wort,
février 1998

Trente jeunes chômeurs au travail grâce à de nouveaux projets-tests

L'OGB-L et l'Action sociale pour jeunes ont élaboré le projet Objectif Plein Emploi, qui permet à des jeunes chômeurs de se remettre au travail. A Rumelange, un premier projet, très concret, est en train de se réaliser.

Le conseil d'administration du comité intercommunal et son bureau permanent, ainsi que le comité du centre d'initiatives et de gestion de Rumelange, ont présenté leur premier projet en ce qui concerne la mise en œuvre pratique des idées développées dans les études Objectif Plein Emploi présentées par l'OGB-L et l'action sociale pour jeunes.

Rumelanger Wee and Schaaf

Le package 1997/98 du centre initiative et de gestion locale CIGL de Rumelange reprend l'ensemble des concepts de l'étude Objectif Plein Emploi. Il est basé sur le principe de synergies entre organismes étatiques, communaux et les entreprises privées. Ces différents partenaires se sont rassemblés pour développer un ensemble de projets répondant à des besoins locaux, rehaussant la qualité de la vie des habitants de la commune. Les projets permettent également de remettre au travail une trentaine de demandeurs d'emploi, de leur donner une formation et

des qualifications précises sur une période de deux ans.

Les partenaires activement impliqués dans le projet sont les firmes Streff, Pöeckes, Arbed et la commune de Rumelange. Les projets sont développés autour de deux secteurs d'activités. Il s'agit d'une part des métiers du bâtiment et la démolition, d'autre part les métiers de l'environnement. Le premier secteur est couvert par le chantier Kihn et le second par le chantier Environnement.

Chantier Kihn

Il répond aux besoins de développement urbanistique de la commune. En effet, la halle Kihn est une friche industrielle, située en plein cœur de la commune. Son état de délabrement constitue une nuisance et un danger pour les riverains. L'implication des firmes locales dans sa démolition évite toute situation de concurrence déloyale envers le secteur privé.

Les différentes étapes du chantier permettent également de proposer des activités différentes pour les participants et par là d'acquérir des compétences dans les domaines



Les principaux responsables ont présenté les premiers projets concrets effectués à Rumelange.

d'excavation, conduite d'engins de chantiers lourds, sécurité sur les chantiers et le recyclage.

Chantier Environnement

Le chantier Environnement répond aux besoins environnementaux de la commune et

comprend plusieurs sites correspondant à des mesures édictées par le plan vert (Lanberg, parc municipal...). Ces chantiers permettront de former les participants aux techniques environnementales et également à la conduite d'engins de chantiers légers.

Les synergies développées permettront également de réinsérer les demandeurs d'emploi de manière efficace, sous la tutelle de l'ADEM. Les projets ont débuté hier, mercredi 1er octobre. Les différentes phases du projet s'effectueront jusqu'en 1998.

Lutte acharnée contre le chômage

En 1994, l'OGB-L et l'action sociale pour jeunes ont publié l'étude Objectif Plein Emploi destinée à apporter des solutions aux problèmes de chômage luxembourgeois.

L'étude préconise le développement local et régional comme moteurs principaux de cette lutte. Le projet a permis de mettre en valeur deux grands axes. D'une part la

promotion et le développement de nouveaux secteurs d'activité porteurs en termes d'emplois et adaptés au Luxembourg : les nouvelles technologies, l'environnement et les services de proximité. D'autre part la création de nouvelles structures locales flexibles, adaptées au développement de synergies nouvelles et de projets de lutte contre le chômage.

De 1995 à 1997, le projet européen Centre de formation mobile a permis à l'ASJ de montrer la validité des concepts développés dans l'étude. Parallèlement, une grande campagne de sensibilisation des communes du Sud a été menée par l'OGB-L et l'ASJ. Celle-ci a permis de préparer l'ensemble des partenaires sociaux à des projets de développement locaux plus importants et plus diversifiés.

des structures locales dans la région sud du pays.

CIGL Rumelange

Le centre d'initiatives et de gestion Rumelange est la première structure locale qui a été créée, à l'initiative de l'administration communale de Rumelange. Le CIGL regroupe un ensemble d'acteurs locaux : l'administration communale avec le collège échevinal, les partis politiques (POSL, PCS, PC), l'assistant social, le garde forestier ; les entreprises privées avec Pöeckes, Intermoselle et Ateliers Kihn, les syndicats avec l'OGB-L, LCGB et le FNCTFEL, le milieu associatif avec l'union commerciale et artisanale et le conseil national des femmes.

Le CIGL a fait part d'un grand dynamisme et a proposé un ensemble de projets de remise au travail et de formation cohérents. Ces projets ont été développés en partenariat avec le bureau permanent du comité intercommunal et se présentent sous la forme du package 1997-98 De Rumelanger Wee and Schaaf.



La démolition des anciens Ateliers Kihn est le premier projet à réaliser dans le cadre du projet Objectif Plein Emploi.

1998 OBJECTIF PLEIN EMPLOI ASBL

Les activités de l'ASJ (et du CIDE) sont de plus en plus liées à l'évolution de la politique nationale.

Ainsi, en 1998, la loi sur l'Assurance Dépendance est en cours de finalisation et les responsables de l'OGB-L, d'ASJ et de la Croix-Rouge et des quatre hôpitaux du sud (Differdange, Esch/Alzette, Dudelange et Steinfort) réagissent en élaborant le projet d'un réseau de services dans le cadre de l'Assurance Dépendance. «Hëllef fir d'Biergerin an de Bierger asbl» se distingue par son ambition d'offrir aux personnes dépendantes une multitude de services afin de réaliser une prise en charge complète pour une vie décente. Il n'est pas question de se borner aux soins médicaux uniquement, mais, au contraire, de permettre aux gens de vivre à la maison et de leur proposer tous les genres de soutien dont ils ont besoin pour cela.



L'amélioration de la qualité de vie, les services de proximité et les «Internetstufen».



1998

Effectifs	205
Dépenses totales	2.649.761 €
Frais de personnel	2.073.360 €
Frais de fonctionnement	576.401 €

Soulignons que ce projet s'inscrit aussi bien dans la philosophie de l'économie solidaire que dans l'idée du développement local avec ses composantes essentielles: l'amélioration de la qualité de vie et la création d'emplois. Très vite, les premières négociations avec les instances officielles sont entamées, et pour démarrer le travail concrètement, une asbl «Centre d'Initiative et de Gestion Sectoriel Dépendance» est créée pour engager le personnel de coordination et de gérance nécessaire. Les services aux personnes dépendantes eux-mêmes sont effectués principalement par les collaborateurs de la Croix-Rouge. Le projet est baptisé «Help». Parallèlement, l'événement majeur de l'année prend forme tout naturellement: Le projet « Objectif Plein Emploi » se développe exponentiellement et prend doucement la forme d'un réseau. Rappelons que, jusque-là, la gérance se fait par le CIDE et avec la consultance pratique et stratégique de l'ASJ. Le fonctionnement du CIDE repose essentiellement sur une gestion journalière des différents projets locaux. Or, des difficultés de coordination et de répartition des compétences entre les deux associations viennent s'ajouter aux problèmes de cohérence et d'identité pour ce réseau croissant.

Après maintes discussions, il est donc décidé que mieux vaut créer une association à part, qui reprendrait tous les services de recherche, d'administration et de formation de l'ASJ, et la coordination journalière et le fonctionnement des CIG par le CIDE ... L'association reprend le nom du projet, à savoir Objectif Plein Emploi asbl.

Les membres fondateurs d'OPE asbl sont quatre personnes morales appartenant aux organismes impliqués dans le projet depuis le début, à savoir ASJ asbl, OGB-L Plein Emploi asbl, Coopérative Kobold et la Centrale du LAV. Elles délèguent dix personnes physiques qui constituent le conseil d'administration.

Nous avons évoqué l'expansion du réseau ci-dessus; une autre association, le CIGS² «Perspective Emploi» est créée dans cette même année pour reprendre tous les projets réalisés jusqu'à présent par ASJ asbl et notamment les activités en collaboration les Ministères des Travaux Publics de l'Environnement et de la Jeunesse.

A côté de ces entreprises, des négociations avec l'ARBED sont menées dans le cadre de la cellule de reclassement. En effet, le site de Differdange est largement déserté, et OPE est intéressé à installer dans l'ancienne menuiserie de l'ARBED un «Atelier de Mobilier Urbain» qui permettrait de combiner ses deux leitmotifs: la création d'emplois et le développement local. Des jeunes auraient la possibilité de suivre des formations dans les métiers de la menuiserie tout en produisant des objets d'utilité publique.

Le projet se concrétise au cours de l'année.

Suivant la même logique, un premier service de proximité «Geschiirkëscht» est lancé. Sur l'initiative du CIGL Pétange³, ce service aux personnes privées illustre parfaitement la notion d'économie solidaire puisqu'il s'agit d'aider les personnes d'un certain âge ou dépendantes avec leurs petits soucis quotidiens.⁴

¹ pour plus d'informations, voir l'encart sur les nouvelles technologies ci-contre

² Centre d'Initiative et de Gestion Sectoriel

³ Centre d'Initiative et de Gestion Local

⁴ pour plus d'informations, voir l'encart «Services de proximité»

LES SERVICES DE PROXIMITÉ

L'activité des services de proximité repose sur la mise à disposition de petites aides aux personnes en besoin (âgées de plus de 60 ans ou en situation de dépendance). La plupart du temps, il s'agit de dépannages divers, petits travaux de maçonnerie, de peinture ou de jardinage. Les travaux doivent être de petite envergure.

A chaque demande, le travail à effectuer est évalué par le chef d'équipe. A côté du travail technique, le rapport relationnel entre le client et le salarié qui intervient ne doit pas être négligé. Ainsi, un grand nombre d'appels ont souvent pour but la recherche de dialogue, du contact, de la disponibilité des équipes qui sont d'ailleurs formées à entretenir de bonnes relations avec les clients.

En 2004, le réseau OPE avait mis en place 23 services de proximité qui servaient un total de 5.889 clients.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Dans le souci de favoriser l'accès du public de tout âge aux nouvelles technologies, OPE s'est investi très tôt dans ce domaine. Ainsi, en juin 1999, la première «Multimediastuff», à Esch-Alzette, a été créée. Depuis, 11 cafés Internet ont vu le jour, et au total 30 emplois ont pu être créés grâce à cette initiative.

Les «Mutlimediastuff» répondent à plusieurs objectifs:

- offrir un accès Internet à un prix onéreux;
- découvrir les derniers outils informatiques en étant encadré par des animateurs;
- proposer des formations à des personnes souhaitant s'initier aux nouvelles technologies.

Aujourd'hui, ce service jouit d'une grande reconnaissance locale, nationale et même européenne, en étant un des projets-pilotes dans le domaine de l'éducation et de la formation.

1999 LA CONSOLIDATION D'OPE

Cette année est moins riche en événements «tape-à-l'œil» que les précédentes, puisqu'il s'agit, avant de continuer, de stabiliser les projets entamés et de réorganiser cette structure polyvalente qui est devenue énorme en très peu de temps. Ainsi, une analyse approfondie sur la politique salariale et les responsabilités des collaborateurs du réseau se résume dans le «Document sur les conditions de travail et de rémunération dans le réseau OPE»¹. Dans le même ordre d'idée, les nombreuses conventions entre les acteurs du réseau et les parties prenantes sont revues et actualisées, si nécessaire. De plus, en vue des élections communales, des négociations intensives se tiennent avec le Ministère de l'Intérieur pour améliorer les relations conventionnelles entre OPE et les communes.



En trois endroits différents, OPE, l'unique promoteur de l'économie solidaire au Luxembourg, se sent confirmé dans son travail: OPE est invité à un grand séminaire sur l'économie plurielle à Tours, organisé par le Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire de France. Notons que ce Secrétariat avait été fondé en 1997, une date à retenir, puisque qu'il s'agit de la première reconnaissance officielle pour les valeurs de l'économie solidaire. Le débat sur la différence resp. la complémentarité entre économie sociale et solidaire y est intensif. Au Luxembourg, après la mise en place du nouveau gouvernement, le Ministère du Travail et de l'Emploi organise une «Cellule Emploi» qui sera e.a. en charge de la coordination des initiatives

relevant de l'économie solidaire. A Longwy, un séminaire très remarqué est organisé: «Le développement local au service de l'économie solidaire». En effet, certains membres de INEES² sont issus de la Grande Région et l'aspect transfrontalier de la diffusion des valeurs de l'économie solidaire et du développement local a provoqué beaucoup d'intérêt, notamment auprès du Collège Européen de Technologie.

Les vendanges du «Vin de la Solidarité» en 1999



1999

Effectifs	320
Dépenses totales	6.365.845,45 €
Frais de personnel	4.810.552,55 €
Frais de fonctionnement	1.555.292,90 €

¹ pour plus d'informations, voir l'encart «Conditions de travail et de rémunération pour les travailleurs du réseau socio-économique OPE» ci-contre

² Institut Européen pour l'Economie Solidaire

LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION POUR LES TRAVAILLEURS DU RÉSEAU SOCIO-ÉCONOMIQUE OPE

Fin 1999, OPE publie un papier interne, le «Document sur les conditions de travail et de rémunération pour les travailleurs du réseau socio-économique OPE». Il s'agit d'une réglementation qui engage toutes les parties concernées à créer et perpétuer un cadre économique et social propice, susceptible de garantir à tous un travail reconnu, intégré et de qualité. Ainsi, le document règle les conditions de travail et de rémunération de tous les travailleurs sous contrat dans les institutions membres du réseau OPE, c'est-à-dire les réglementations à respecter lors de l'embauche, lors de la résiliation de contrats, la durée de travail, les congés et la rémunération.

En se dotant d'un tel document, OPE affiche sa volonté pour garantir le respect des droits légaux dont dispose chaque employé. Cette démarche, fondamentalement démocratique, vise une participation active et valorisante de chacun dans son environnement professionnel.

PARTENARIAT- BÉNÉVOLAT LES PRÉCEPTES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Si le but de toute activité de développement local est l'amélioration de la qualité de vie des habitants des communes, le partenariat est primordial dans la poursuite de cet objectif. Ainsi, OPE s'associe dans la mise en œuvre de ses projets à tout organisme ou personne qui puisse contribuer à la réussite de ses entreprises.

Le partenariat local aide à l'échange de bonnes pratiques, de savoir-faire et la mutualisation des moyens. Il ne peut se développer que si les élus locaux, les associations, syndicats, entreprises et la population locale sont inclus dans le processus d'identification de besoins et de réalisation de projets. Ainsi, chaque projet, réalisé par d'anciens demandeurs d'emploi locaux, s'insère dans la politique locale de manière à garantir la continuité entre les exigences territoriales et les projets.

Le partenariat national est important pour maximiser l'impact des entreprises à l'échelle globale. Dans son action, OPE recherche constamment la collaboration avec les ministères, les administrations, les fédérations et les organismes de l'économie plurielle. Les objectifs sont la création de synergies, l'échange d'information et la transmission de savoir-faire, tout ceci dans le but de contribuer à l'orientation des politiques socio-économiques et de créer une société plus solidaire. Les CIG ont un rôle fondamental de partenariat entre les différents acteurs qui se constituent en association. Les agents de développement et les responsables techniques coordonnent l'ensemble des projets au niveau local et garantissent ainsi le lien fondamental entre OPE, les acteurs locaux et la population.

Mais ce travail ne serait pas réalisable sans le bénévolat, car chaque CIG a le statut juridique d'association sans but lucratif. La loi prévoit pour ces associations un conseil d'administration. Ces conseils sont constitués bien souvent par des personnalités locales, en tous les cas par des représentants des forces vives locales. Ces collaborateurs bénévoles s'investissent avec énergie et veillent au bon fonctionnement de «leurs» CIG.

2000 L'EXTENSION DU RÉSEAU



Le bâtiment «Al Schikrisfabrik», rénové par le CIGL Rumelange

Commençons cette année par les activités d'OPE.

Le travail de stabilisation porte ses fruits, et la viabilité des CIG en tant qu'acteurs du développement local est démontrée grâce aux exemples de bonnes pratiques des associations existantes.

Ceci permet à OPE de concentrer ses efforts sur l'expansion du réseau à travers le pays, ce qui signifie qu'on essaye de gagner les communes pour l'idée d'un CIG. Ces négociations sont notamment menées avec succès dans les régions centre, est et nord du pays, l'aventure des CIG ayant débuté dans le Minett. En effet, au cours de cette année, nombreux sont les CIG qui se mettent en place¹, et bientôt, l'ampleur du réseau requiert l'installation d'une agence régionale à Rumelange pour optimiser la gérance administrative de l'ensemble.

L'évolution des activités du CIGS Dépendance mène OPE à faire la proposition d'un projet de formation au Ministère de la Famille. Le constat est le suivant: pour subvenir à la demande, beaucoup d'emplois ont pu (et dû) être créés, seulement les personnes engagées, anciens demandeurs d'emploi, ont souvent un déficit de formation. Il faut noter dans ce contexte, que l'aide-soignant ne sied pas parfaitement au profil requis pour ce travail diversifié. C'est ainsi qu'OPE voudrait dispenser une formation de pré-qualification à la fonction d'aide socio-familiale, de sorte qu'en vue de futures embauches et aussi pour les équipes en place, nous pourrions offrir formation certifiée et expérience pratique.

Le projet est accepté par le Ministère et lancé l'année suivante.

Sur le terrain transnational, il y a un incident notable: Chez certains membres de INEES, ceux de la Grande Région notamment qui s'engagent à fond pour l'expansion du développement local, naît l'idée d'élaborer une formation spécifique pour agents de développement de la Grande Région dans le cadre du programme européen Leonardo. A ce moment, le projet est refusé par les instances compétentes. Néanmoins, quelques années plus tard, nous réessayerons avec succès.

¹ pour plus de détails, voir la liste de création des CIG ci-contre

2000

Effectifs	413
Dépenses totales	9.053.371,66 €
Frais de personnel	6.749.842,12 €
Frais de fonctionnement	2.303.529,54 €

CRÉATION DES CIG

30 mai 1997	CIGL Mondercange
5 juin 1997	CIGL Rumelange
10 juin 1997	CIGL Esch
2 juillet 1997	CIGL Schifflange
10 novembre 1997	CIGL Bettembourg
9 décembre 1997	CIGL Roeserbann
15 décembre 1997	CIGR Canton de Grevenmacher
16 décembre 1997	CIGL Clemency
29 janvier 1998	CIGL Pétange
9 avril 1998 - 28 février 2003	Dépendance
6 avril 1998	CIGL Sanem
5 mai 1998	CIGL Kayl
10 juin 1998	CIGL Differdange
7 juillet 1998	CIGL Dudelange
4 septembre 1998	CIGL Kopstal
15 décembre 1998	CIGS Perspectives Emploi
16 septembre 1999	CIGR Syrdall
3 février 2000	CIGR DIREGA
23 mars 2000	CIGR Wiltz plus
3 juillet 2000	CIGL Frisange
4 juillet 2000	CIGL Steinfort
12 juillet 2000	CIGL Walferdange
12 janvier 2001	CIGR Kanton Réimech
3 avril 2001	CIGL Hesperange
31 janvier 2002	CIGL Käerjeng
18 octobre 2003	CIGR Steinsel-Lorentzweiler
12 juin 2003	CIGL Strassen
6 novembre 2003	CIGR Nordstad
19 mai 2005	CIGS Archipel
24 mai 2005	CIGS Okkasiounsbuttek.lu

Tageblatt,
18 novembre 1998

Lokale CIGL-Initiativen im Dienste der älteren Mitmenschen

Menschen helfen Menschen

Frank Hary

Es gibt viele Arten, Menschen zu helfen. Eine ebenso unbürokratische wie zielorientierte Hilfe bieten die einzelnen „Centres d'Initiative et de Gestion Locale“ (CIGL) an.

Schiffingen - Als der OGB-L 1994 zusammen mit der ASI („Action Sociale pour l'emploi“) verstärkte Maßnahmen im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit ergriff, entstand die Trade „Objectif Plein Emploi“.

Dank fruchtbarer Sponsoring- und Kooperationsgängen auf lokaler Ebene verschiedene Initiativen hervor, die „Centres d'Initiatives et de Gestion Locale“ (CIGL), dank derer einerseits Arbeitssuchenden eine Chance auf die Integration ins Berufsleben gegeben wird und andererseits neue kommunale Service-Angebote geschaffen werden können.

Beispiel Schiffingen

In Schiffingen stellten OGB-L und ASI Anfang 1997 das „Comité Intercommunal pour le Développement et l'Emploi“ vor.

Worin die Gemeinde mit lokalen Partnern zusammen das CIGL Schiffingen ins Leben rief. Und am 23. Juni 1998 wurde die Initiative definitiv gestartet.

Kernstück des Schiffinger CIGL ist der Recycling-Service, von Langzeit-Arbeitslosen reiner Arbeitssuchender zusammen im Team arbeiten.

Dabei wurden sie speziell für ihren neuen Aufgabebereich von Instruktorin der SYVEC trainiert, wobei sowohl die Sensibilisierung für die Umwelt wie auch die neuen Recycle-Techniken eine vorrangige Rolle spielten.

Unter dem Motto „Méi Umweltbewusst lewen“:

• Angeboten wird ein „Centre de Tri“, der im „Fiedlerhaus“, 1, rue de la Croix, untergebracht ist und von Montag bis Freitag täglich von 8.00 bis 12.00 und 13.00 bis 17.00 Uhr geöffnet ist.

Zusätzlich dazu holt der Service, bei dem 4 Personen angestellt sind, einmal die Woche allen recycelbaren Müll von Zuhause



Im Atelier des Monnericher „Petit Bricolage“ stehen viele Arbeiten an.

ab. Sondern für die „Superdrecksbüchse“ wird nicht angenommen.

• Per Telefon 08003323 kann der Dienst auch für das punktuelle Abholen von Sperrmüll in Anspruch genommen werden.

Zudem ist in der Schiffinger Beugen-Mühle die Zentrale des gesamten Projektes untergebracht, das vor Ort von Sandy Vitali („Agent de développement local“) und Philippe Echevauxer (Koordinator des „Comité Intercommunal pour le Développement et l'Emploi“) geleitet wird.

Beispiel Monnerich

Wie in Schiffingen lief die Schaffung eines CIGL auch in Monnerich nicht lang auf sich warten.

Neben vielen anderen Angeboten richtet sich besonders der körperlich ins Leben greifende Heimdienst „Petit Bricolage“ an die Bedürfnisse der älteren Mitbürger.

Vier Personen bilden diesen Service, ein qualifizierter ARBED-Formateur, der zugleich Verantwortlicher des Projektes

ist, zwei Arbeiter und ein Sekretär.

Die Arbeiter werden in den verschiedenen Arbeitstechniken (Elektrisch, Sanitär, Schreinerie, Gartenarbeit, Unterhalt) eingewiesen.

• Zu erreichen ist der Dienst „Petit Bricolage“ (Tel. 55 81 11), der in der alten Schule auf Nummer 16 in der Echer Straße untergebracht ist, von Montag bis Freitag täglich von 8.00 bis 12.00 und von 13.00 bis 17.00 Uhr. Angenommen werden kleinere Heimarbeiten bei älteren, kranken oder bedürftigen Einwohnern der Gemeinde zum Preis von 300 Franken die Stunde.



Sandy Vitali (CIGL)

Für alle anderen Klienten werden pauschal 500 Franken verrechnet.

Beispiel Petingen

Nach dem gleichen Muster funktioniert auch der CIGL in Petingen und auch dessen Heimdienst „D'Geschänkchen“.

Am 3. November dieses Jahres in Dienst gestellt ist die „Geschänkchen“, das jüngste der CIGL-Kinder für Heimdienste.

Beschäftigt sind in Petingen vier Arbeiter der Gemeinde.

• Zu erreichen ist die „Geschänkchen“, die ihren Sitz im Rudinger Kulturzentrum hat, über die Telefonnummer 63 17 33. Verrechnet werden für die kleinen Arbeiten 500 Franken die Stunde.

Dabei umfasst das Angebot vorab Arbeiten und Initiativen in den Bereichen Schreinerie, Elektrisch, Anstrich, Sanitär und Erste Hilfe.

Der Petinger CIGL ist demnach der jüngste der Familie, die bald schon Zuwachs bekommen wird, denn nicht zuletzt in Fisch/Abente ist für demnächst die offizielle Inbetriebnahme einer solchen Einrichtung vorgesehen.



Carlo Schroeder vom Schiffinger Recycling-Service sortiert nicht mehr nutzbare Disketten.

2001 AUDIT QUALITATIF

La Commission européenne publie la communication officielle: «Renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi». C'est la première fois, qu'au niveau européen, l'on considère le développement local comme partie intégrante de la politique générale.¹

Vu l'évolution politique luxembourgeoise des années précédentes, où l'on tient enfin (!) compte de la notion d'économie solidaire, OPE décide – aussi pour prévenir d'éventuelles réflexions qui tenteraient de dénigrer ses activités, voir de démontrer le superflu de son champ d'action – de se faire auditer par un institut français renommé, le CRIDA², sur sa démarche générale, la qualité méthodique de son action et l'efficacité de la réalisation des projets. Le résultat de cette analyse sur le réseau d'initiatives pour le développement local et l'emploi est l'étude, «De l'insertion au droit de travail par la création de nouvelles activités» qui confirme la justesse de notre approche et nous servira de support scientifique pour avancer dans nos ambitions.

Une des préoccupations phares d'OPE consiste à faire accepter l'économie solidaire comme troisième secteur, à titre égal des secteurs public et privé. Et, justement, au niveau politique émerge la volonté de comprendre cette idée de conception d'un troisième secteur économique. Ainsi, au sein de la «Tripartite luxembourgeoise», l'on considère

de plus près notre apport au sujet de la problématique du chômage et le «Comité permanent pour l'emploi» est saisi pour appréhender ces questions plus intensivement.

Le Ministère du Travail, de son côté, décide de lancer une large enquête sur les activités des différentes initiatives socio-économiques.

Jusqu'ici, il n'en a pas été question, mais le réseau OPE ne fonctionnerait pas sans les nombreux acteurs bénévoles, présents notamment dans les conseils d'administration des CIG. Il était



La première Conférence Nationale des Acteurs Bénévoles du réseau Objectif Plein Emploi à Schifflange.



2001

Effectifs	500
Dépenses totales	12.318.880,24 €
Frais de personnel	9.275.696,02 €
Frais de fonctionnement	3.043.184,22 €

notamment dans les conseils d'administration des CIG. Il était temps que leur apport – essentiel au bon fonctionnement du réseau – soit rendu visible et public, et dans cet esprit, OPE asbl organise la «Conférence nationale des Acteurs bénévoles du Réseau OPE». La manifestation a lieu au Moulin Bestgen et il y est signé un papier de position par tous les présidents de CIG pour proposer au MTE l'élaboration d'une base légale pour l'économie solidaire.

Un autre succès est à noter:

La phase de lancement du projet «Help» touche, après trois ans, à sa fin et l'on décide de dissoudre les deux associations fondatrices «Hëllef fir d'Biergerin an de Bierger» et «CIGS Dépendance». L'asbl «Help» est créée sans changer ni d'ambitions ni de partenaires. La Croix-Rouge réorganise d'ailleurs sa participation en créant une nouvelle association, «Doheem versuergt».

CAMUS³, un autre réseau actif surtout dans le centre-est du pays intègre HELP.

Finalement, c'est en 2001 que le site Internet d'OPE est publié.

RENFORCER LA DIMENSION LOCALE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI

En novembre 2001, la Commission européenne a publié la communication COM(2001) 629 «Renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi», communication qui a réconforté OPE dans son développement.

Dans ce papier, la Commission européenne met l'accent sur la promotion du développement local et régional dans les pays membres. Le processus entamé au Luxembourg en 1997 montre bien le rôle de la dimension locale dans la création d'emplois.

Dans sa communication, la Commission fait appel aux Etats membres de profiter davantage des expériences du niveau local et régional dans l'élaboration de leur plan national pour l'emploi, de plus encourager le développement de l'économie sociale et solidaire et de développer des stratégies locales pour l'emploi.

Elle reconnaît l'importance des initiatives d'emploi locales et régionales et favorise leur implication à un plus large niveau.

Pour OPE, cette communication constitue un grand pas vers la reconnaissance officielle du secteur de l'économie sociale et solidaire. L'association se sent confirmée dans son travail et réagit immédiatement avec la mise en place de «plans d'actions locaux» (PAL).

Ces rapports sont publiés annuellement et résument les activités des CIG au niveau local. Ils ont la vocation d'être complémentaires au Plan d'action national en faveur de l'emploi. Le PAL s'inscrit parfaitement dans la programmation de l'Union européenne concernant la Stratégie Européenne pour l'emploi (SEE) et la Stratégie de Lisbonne en relevant les défis posés par le triptyque «croissance-emploi, cohésion sociale et protection de l'environnement» de manière cohérente et intégrée.

¹ pour plus d'informations, voir l'encart ci-contre

² Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie

³ Croix Rouge, ALA, Muselheem, Uelzechtall, Syrdall

2002
CONVENTION
AVEC
LA
FÉDÉRATION
DES
HORTICULTEURS



La monnaie solidaire de la deuxième Conférence Nationale des Acteurs Bénévoles du réseau Objectif Plein Emploi à Esch-sur-Alzette

Depuis 2000, les nombreuses campagnes de conviction dans différentes communes du centre et de l'est ont porté leurs fruits et le nombre de CIG a considérablement augmenté, de sorte qu'une deuxième agence régionale (bureaux, salles de formation) ouvre ses portes à Bonnevoie.

Au niveau national, nos efforts continus dans le perfectionnement de nos systèmes de formation sont récompensés par le Ministère de l'Education nationale, qui nous décerne l'agrément d'«Organisme de Formation Professionnelle Continue». Encouragés de cette façon à étendre nos réflexions, nous commençons progressivement à thématiser le projet d'une «Ecole de la deuxième chance» tel qu'il est promu par la Commission européenne.

Sur l'impulsion d'un promoteur de la région germanophone de Belgique, nous participons au projet «Réseau Interrégional d'Echange de Bonnes Pratiques» sur deux ans, qui consiste à améliorer les situations locales de l'emploi à l'aide de l'identification et de l'échange de bonnes pratiques. Dans le cadre de ce projet, nous avons l'opportunité de promouvoir l'application concrète du développement local et de l'économie solidaire. Avec succès, puisque les partenaires autrichiens essayeront d'appliquer les structures OPE dans leur pays.

Asti¹ nous contacte également pour participer au projet européen «Franchir les obstacles»², où il s'agit de maintenir et de développer les compétences linguistiques, sociales et professionnelles des demandeurs d'asile au Luxembourg.

Suite aux accusations de concurrence déloyale de la part de la Fédération des Horticulteurs, en 2001, les deux parties manifestent une volonté déclarée de régler leurs divergences. Les négociations aboutissent à la signature d'une convention qui régleme les droits et les obligations de chaque partie. D'un point de vue «historique», c'est le premier accord signé entre le secteur privé et le «troisième secteur».

Après le retentissement de la «Conférence nationale des Acteurs bénévoles du réseau OPE», l'expérience et reconduite dans le cadre d'une manifestation autrement plus importante à Esch/Alzette.

2002

Effectifs	561
Dépenses totales	14.677.283,89 €
Frais de personnel	11.110.440,07 €
Frais de fonctionnement	3.566.843,82 €

La «Fête de l'économie solidaire» se concrétise sous la forme d'un village solidaire, dans lequel chaque CIG a son stand pour présenter ses activités.

Le thème retenu cette année est «Le Plan d'Action Local»⁴, en référence au Plan d'Action National, une sorte d'autoévaluation locale quant à la situation nationale de l'emploi que souhaite imposer la Commission européenne aux pays membres. Cette deuxième Conférence est complétée par un séminaire européen sur le «Réseau Interrégional d'Echange de Bonnes Pratiques» auquel participent les délégations des cinq pays impliqués dans ce programme. L'impact médiatique est à la hauteur de nos espérances, et le concept de l'économie solidaire devient accessible au grand public.

Le programme LEED⁵ de l'OCDE organise un séminaire à Vienne auquel nous participons. Nous y apprenons que le gouvernement luxembourgeois avait souscrit au programme, mais qu'il ne s'est par la suite plus manifesté. Après concertation avec les dirigeants de LEED, nous tenterons après notre retour de sensibiliser notre gouvernement à prendre ses responsabilités dans ce contexte. Depuis ce séminaire, OPE est également membre du «Partners Club LEED».

2002 est l'année d'un premier audit administratif et financier. La Commission européenne décide de contrôler l'utilisation des fonds structurels du Ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois. Par conséquent, le fonctionnement et les finances d'OPE et d'autres institutions en tant que consommateurs finaux de ces fonds européens sont également audités.

¹ Association de soutien aux travailleurs immigrés

² pour plus d'informations, voir l'encart ci-contre

³ pour plus d'informations, voir l'encart «Partenariat-Bénévolat»

⁴ PAL

⁵ Local Economic and Employment Development

Le programme LEED identifie, analyse et diffuse les idées innovantes en matière de développement local, de gouvernance et d'économie sociale. Les gouvernements des pays membres et non membres de l'OCDE travaillent avec LEED pour obtenir de conseils innovants en matière de création d'emplois et de soutien au développement économique à travers des initiatives locales.

FRANCHIR LES OBSTACLES PROJET TRANSNATIONAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ET DISCRIMINATIONS EN LIEN AVEC LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Franchir les obstacles – projet transnational en matière de lutte contre les inégalités et discriminations en lien avec le marché du travail

De 2002 à 2004, Objectif Plein Emploi asbl participe – dans le cadre du programme européen EQUAL – au projet transnational «Franchir les Obstacles». Ce projet pilote, initié au Luxembourg par l'ASTI, s'adresse à des demandeurs d'asile, dont le dossier est en instruction. Les objectifs de ce projet sont multiples:

- permettre aux demandeurs d'asile de développer leurs connaissances et d'acquérir les compétences nécessaires pour accéder rapidement au marché du travail;
- promouvoir l'esprit d'initiative et développer un projet de vie personnel;
- développer la capacité de travailler dans un environnement multinational et inter-culturel;
- sensibiliser le milieu professionnel pour voir chez les demandeurs d'asile des ressources plutôt que des problèmes;
- faciliter l'accès à la formation et au marché du travail pendant les procédures de recours;
- créer un réseau d'accueil professionnel et de formation au travail des demandeurs d'asile.

Dans ce contexte, OPE organise plusieurs séminaires de techniques de recherche d'emploi, procure des stages en entreprises avec le soutien des CIG et propose un encadrement individuel aux stagiaires pendant la durée du projet.

2003 LE PROJET DE LOI 5144

Un deuxième audit administratif et financier est commandité par le MTE chez «Ernst&Young» sur le fonctionnement et les finances d'OPE. Il se révèle être un travail plus important que prévu et les résultats ne sont annoncés que pour l'année suivante.

D'un autre côté, la Direction Générale pour l'emploi et les affaires sociales de la Commission européenne commande une «Etude de faisabilité sur les indicateurs destinés aux niveaux régional et local et à l'économie sociale» à un cabinet d'audit réputé pour tous les pays de l'Union européenne. Vu l'étendue de ce travail, un organisme de chaque pays est suscité à participer au projet. OPE en tant qu'institution de l'économie solidaire collaborera pour le Luxembourg. À travers cette étude, notre contribution à la politique nationale de l'emploi et du domaine social sera confirmée et valorisée.



Autre événement au niveau de la politique nationale: Depuis deux ans, des enquêtes sur les initiatives socio-économiques ont été menées par la «Cellule Emploi» du MTE et le «Comité Permanent pour l'Emploi». Elles aboutissent finalement à une proposition de loi relative à la lutte contre le chômage social, le projet de loi 5144. Après avoir dûment analysé ce projet de loi, nous concluons qu'il part d'une réflexion basée sur l'individu, sans tenir compte des institutions concernées et qu'il s'agit en fait d'un traitement séculaire de lutte contre le chômage. De plus, ce projet risque

d'empêcher toute discussion sur l'avenir de l'économie solidaire. Nous sommes les premiers à formuler et défendre notre avis auprès des instances en cause (notamment du «Comité permanent pour l'emploi») et contribuons ainsi largement à répandre une vision critique face à cette loi.

Au niveau des projets européens, nous obtenons enfin gain de cause, puisque le projet d'une formation pour agents de développement de la Grande Région, refusé en 2000, est accepté dans le cadre du programme européen Interreg 3A. Les travaux avec nos partenaires français et belges débutent immédiatement.

La troisième Conférence Nationale des Acteurs Bénévoles du réseau Objectif Plein Emploi à Remich.



2003

Effectifs	599
Dépenses totales	16.385.534,59 €
Frais de personnel	12.514.958,81 €
Frais de fonctionnement	3.870.575,78 €

OPE et l'OGB-L sont invités à un séminaire à Paris sur «L'implication des syndicats dans les démarches de l'économie solidaire et sociale». Compte tenu de notre expérience à ce sujet, notre intervention fait l'objet d'un intérêt énorme dans la presse spécialisée en France.

Dans la foulée du succès, nous organisons à notre tour un colloque, «Un regard européen sur les activités d'OPE», auquel des chercheurs et publicistes de France, d'Allemagne et d'Italie s'exprimeront sur notre contribution à l'évolution de l'économie solidaire.

Finalement, la troisième «Conférence nationale des Acteurs bénévoles du réseau OPE» s'impose. A Remich cette fois-ci, le thème retenu est «L'implication des communes dans les concepts de l'économie solidaire», et les élus locaux défendent avec ardeur les projets installés et préviennent contre toute reconduction susceptible d'entraver le bon fonctionnement de «leurs» CIG. N'oublions pas de mentionner la remise des certificats et diplômes de plusieurs centaines de stagiaires du réseau, qui eut lieu à Hesperange.

OPE et l'OGB-L sont invités à un séminaire à Paris sur «L'implication des syndicats dans les démarches de l'économie solidaire et sociale». Compte tenu de notre expérience à ce sujet, notre intervention fait l'objet d'un intérêt énorme dans la presse spécialisée en France.

„Objectif plein emploi“ aus europäischer Sicht

Solidarität keine leere Floskel

Zu Beginn des Kolloquiums „Un regard européen sur l'action d'Objectif plein emploi au Luxembourg“ blickte OPE-Präsident John Castegnaro auf die Anfänge der Vereinigung zurück, als der OGB-L zusammen mit der „Action sociale pour jeunes“ ab 1994 neue Wege suchte, um die Arbeitslosigkeit aktiv zu bekämpfen. Das war gleichzeitig die Geburtsstunde des „Objectif plein emploi“, das seit dem 1. Oktober 1997 insgesamt 5.000 Jobsuchende betreut und durchgeschleust hat.

Die im Rahmen des OPE initiierten Beschäftigungs- und Ausbildungsmaßnahmen haben nicht nur zur lokalen, kommunalen und regionalen Entwicklung beigetragen, sondern auch neue Arbeitsplätze geschaffen, so Castegnaro, der gleichzeitig unterstrich, dass „Objectif plein emploi“ derzeit 700 Menschen beschäftigt. Darüber hinaus sind dort 400 Helfer ehrenamtlich tä-

Weg in Richtung lokale Entwicklung und Solidarwirtschaft zurückgelegt und dabei jeweils den Empfehlungen und Richtlinien der EU-Kommission entsprochen, so John Castegnaro, der gleichzeitig darauf hinwies, dass die Politik als Partner im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit unerlässlich sei.

Dass sich OPE nicht einer kritischen Bewertung durch außenstehende Experten verschließt, zeigte auch das gestrige Kolloquium, bei dem „Objectif plein emploi“ sich dem europäischen Expertenblick unterzog und gute Noten erntete.

Für Sergio Arzeni, seines Zeichens Verantwortlicher des LEED-Programms* der OECD, sei OPE der lebende Beweis, dass es in Luxemburg eine Zivilgesellschaft gebe, die sich für die soziale Kohäsion interessiere. Das für die OECD atypische LEED-Programm fördere einerseits die Eigeninitiative und -verantwortung

dazu beitrage, dem Wert und den Belangen der lokalen Entwicklungsinitiativen in leitenden Kreisen zur Glaubwürdigkeit zu verhelfen.

Für Kreativität und Toleranz

Letztlich gehe es darum, neue, dezentrale Formen des Lebens einzuführen, die das Vertrauen in die Politik und die Verantwortung der Menschen im öffentlichen Leben stärken. Das Herzstück der Wirtschaft sei die Kohäsion in Europa in einer so genannten „Öffnung zur Aul“, die mehr Toleranz gegenüber anderen Kulturen plädierte. Künftig stehe letztlich die Verantwortung der Länder und Regionen in unserer Mitte im Vordergrund.

Tageblatt, 8 novembre 2003

2004 DES AGITATIONS AU NIVEAU POLITIQUE



Quelques membres du conseil d'administration d'OPE

Ce début d'année est marqué par le souci concernant le projet de loi 5144 (Lutte contre le chômage social). En effet, une fois votée, cette loi pourrait bloquer l'évolution de l'économie solidaire, et nous décidons de réagir.

Sous l'impulsion d'OPE et d'autres organismes, pour s'organiser face aux conséquences éventuellement peu bénéfiques pour le secteur socio-économique, les promoteurs principaux luxembourgeois se rencontrent. Le résultat de cette rencontre sera la création de la «Plate-forme Economie sociale et solidaire au Luxembourg» avec comme mission de défendre les intérêts communs des acteurs socio-économiques luxembourgeois et de promouvoir ce secteur auprès des instances nationales et européennes.¹

Les travaux de la Plate-forme débiteront entre autres par la préparation d'un séminaire de portée européenne prévu pour le printemps 2005 au sujet de l'action essentielle de l'économie sociale et solidaire pour la réalisation de la Stratégie de Lisbonne. Les réseaux européens représentatifs en la matière, tels LEED, CEP-CMAF, CECOP, REVES et EMES nous assurent leur concours.

L'agitation du début de l'année ne décroît pas, puisque l'audit sur le fonctionnement financier et organisationnel d'OPE imposé par le MTE touche à sa fin. Les conclusions de l'auditeur - expert du marché privé et dont l'approche est essentiellement commerciale vu que l'expérience dans le milieu associatif fait défaut - sont relativement défavorables pour le réseau.

Nous entreprenons immédiatement de contester ce rapport et de défendre vigoureusement notre mode de fonctionnement, puisqu'il ne tient pas compte du fait qu'OPE n'est pas une entreprise du secteur privé, et qu'il faut donc nuancer les arguments et résultats. Finalement, avec le soutien publiquement affiché du MTE, nous redressons la situation.

La situation se calme finalement après les élections et la coalition en place répond de façon plus exhaustive que nous ne l'espérions aux revendications d'OPE: au Ministère de la Famille est créé un département ayant l'économie solidaire à sa charge. Cela signifie l'élaboration d'un cadre général pour l'économie solidaire, définie dans le texte de l'accord comme le troisième pilier économique.

2004

Effectifs	597
Dépenses totales	17.369.858,04 €
Frais de personnel	13.408.260,07 €
Frais de fonctionnement	3.961.597,97 €

PLATE-FORME «ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU LUXEMBOURG»

«Libéré» de ses responsabilités de l'économie solidaire, le Ministère du Travail et de l'Emploi pourra ainsi se concentrer davantage sur la problématique du chômage et de sa place dans l'environnement socio-économique. Le travail sur l'adaptation du projet de loi 5144 (relative à la lutte contre le chômage social) continue et un guide administratif et financier y afférant est élaboré.

Mais des innovations se font aussi chez OPE: pour améliorer le fonctionnement et la qualité du réseau, nous instaurons un service «Sécurité et Santé au Travail», pour sensibiliser et garantir les conditions de travail.

En considérant l'évolution du réseau, il s'avère nécessaire de doter l'administration d'une «Cellule Emploi» qui s'organise autour des aspects touchant au droit du travail et au développement des personnes.

Puis, les contours d'un service «Culture» se concrétisent en raison de plusieurs projets à tendance culturelle-touristique, notamment celui de la réfection d'une péniche qui reliera sur la Moselle le Luxembourg aux trois régions limitrophes (Rhénanie-Palatinat, Sarre et Lorraine) dans le cadre de «Luxembourg- Capitale de la culture 2007» en prêtant le décor à diverses animations culturelles.

La quatrième «Conférence des Acteurs bénévoles du réseau OPE» thématise l'idée européenne d'une «Ecole de la 2^e chance», et, en guise d'illustration concrète, 270 certificats et diplômes sont remis à nos collaborateurs qui ont suivi avec succès des formations.

Le deuxième grand événement de cette année est la «Journée de la sécurité et de la santé au travail OPE», organisée par le même service, et qui est très remarquée et félicitée par toutes les instances officielles concernées. Il est attesté au service «Sécurité et Santé» qu'il est précurseur en la matière au Luxembourg.

En 2004, la plate-forme «Economie sociale et solidaire au Luxembourg» a été créée.

L'objectif primaire de la plate-forme est de devenir un interlocuteur du gouvernement dans les questions relatives à la lutte contre le chômage. En plus, elle entend constituer un réseau des organismes non-gouvernementaux actifs dans le secteur de l'économie sociale et solidaire et permettre une collaboration soutenue entre ces organismes.

La plate-forme est composée de 12 associations luxembourgeoises ayant des activités socio-économiques. Leur but commun est clair: promouvoir un encadrement législatif et institutionnel pour le secteur de l'économie sociale et solidaire et œuvrer ensemble pour la reconnaissance et l'expansion de ce troisième secteur qu'est l'économie sociale et solidaire, secteur que la Plate-forme considère comme un vrai pilier de la société pouvant apporter une richesse sociale collective, créatrice d'emplois et génératrice de cohésion sociale.

¹ pour plus d'informations, voir texte ci-contre

AUJOURD'HUI DE NOMBREUSES NOVATIONS EN 2005



La conférence «L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la Stratégie de Lisbonne», organisée par la Plate-forme «Economie sociale et solidaire du Luxembourg»

Le premier semestre de cette année est arrivé à terme, et une activité extraordinaire s'est déjà déployée, de sorte que cette chronique prendra fin *in medias res*...

Depuis le 1^{er} janvier 2005, le réseau Objectif Plein Emploi est assujéti à la TVA. En effet, suite à une décision du gouvernement, toutes les organisations membres du réseau sont obligés de facturer la taxe sur la valeur ajoutée pour la prestation de leurs différents services. Cette nouvelle obligation est en ceci intéressante, puisqu'une telle décision gouvernementale présuppose la reconnaissance formelle du réseau en tant qu'acteur économique à part entière.

Depuis six ans, OPE loue à ARCELOR l'ancienne menuiserie sur le site de Differdange pour permettre aux stagiaires de se former dans les métiers de la menuiserie. Ce projet a impliqué la création d'emplois et une étroite collaboration avec les communes, puisqu'une production importante de mobilier urbain (bancs publics, manèges pour aires de jeux, etc) en a été le résultat. Cette année, nous avons constaté un certain degré de saturation pour l'écoulement de ladite production. Par conséquent, nous avons redéfini le concept de la menuiserie: l'Atelier de Création s'emploiera désormais à fabriquer des objets plus artistiques, plus singuliers, en se concentrant sur les manèges pour les aires de jeux dans un premier temps.

Le projet de formation pour agents de développement¹ de la Grande Région, accepté en 2003 dans le programme européen Interreg 3A, acquiert des contours concrets. En effet, après la réorganisation de la gérance, nos partenaires français² et belges³ réussissent à conquérir la collaboration étroite des universités de Nancy et de Louvain-la-Neuve qui acceptent d'intégrer la formation dans le Master en Développement Local. OPE contribue ainsi à la reconnaissance d'un métier qu'il a été le premier à introduire au Grand-Duché. De plus, il s'agit là d'une confirmation pour sa démarche générale et un encouragement pour le service Formation d'OPE.

La «Plate-forme Economie sociale et solidaire du Luxembourg» avait commencé avec l'organisation d'un séminaire de portée européenne. En mars, la conférence intitulée «L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la Stratégie de Lisbonne», placée sous le patronage de la Présidence luxem-

bourgeoise, a permis de restituer le concept d'une économie sociale et solidaire dans son contexte politico-économique, puisque au Luxembourg, sa réalisation se limite avant tout aux initiatives sociales pour l'emploi. L'impact médiatique au Luxembourg et en Europe a été impressionnant.

Sous la houlette du service «Culture», deux projets à caractère culturel-touristique prennent forme. Dans le cadre de «Luxembourg, capitale européenne de la culture 2007», nous avons proposé le projet «Varekai», qui a été accepté. La péniche sera acquise dans les prochains mois. OPE, responsable de la réfection et de la gérance de la péniche, restera fidèle à ses prérogatives socio-économiques avec la création d'emplois et de développement local.

Il est prévu que la péniche reliera le Luxembourg à ses trois régions limitrophes par la Moselle en proposant un programme culturel varié. Notons aussi que le Ministère de la Culture se montre très intéressé. OPE risque de disposer sous peu d'un partenaire de poids supplémentaire.

Toujours dans un contexte qui rapproche le développement local, la culture et le touristique, OPE participe, sous l'impulsion du CIGL Schiffange, à «Konscht am Bësch». Une demi-douzaine de communes du sud sont reliées par une forêt qui s'étend au-delà de nos frontières. Les sentiers dans ces forêts feront l'objet d'un événement: pendant deux semaines: des artistes viennent créer leurs oeuvres sur place. L'idée est de faire participer la population, de sensibiliser l'identité culturelle et historique de la région avec des oeuvres artistiques relevant du land-art. «Konscht am Bësch» sera reconduit chaque année, en espérant que bientôt des communes limitrophes de la Grande Région y participeront.

Finalement, deux nouvelles associations à caractère sectoriel ont été créées: D'un côté, «Archipel asbl» lance son premier projet, «Île aux Clowns», avec la vocation d'égayer le séjour en milieu hospitalier des enfants et des personnes âgées dans les maisons de retraite. D'un autre côté, l'idée d'«Okkasiounsbutikk.lu asbl» est de systématiser la collecte d'objets dont les propriétaires n'ont plus besoin, de les restaurer si nécessaire pour les mettre à la disposition du public. Le caractère novateur provient du fait de proposer les objets non point dans un magasin, mais virtuellement, c'est-à-dire sur un site Internet, accessible à tous, e.a. dans les «Internetstufen».

¹ ADL

² Carrefour des Pays Lorrains (CPL); Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (CG54); CUCES – Universités Nancy 1 et 2; Institut Universitaire de Technologie Henri Poincaré de Longwy

³ Fondation rurale de Wallonie

Solidarwirtschaft: Die andere Form, Wirtschaft zu betreiben

Wenn der Mensch Vorrang hat

Lucien Montebrusco

Acht Prozent der Unternehmen in der EU werden der so genannten Solidarwirtschaft zugerechnet. Sie versteht sich als Faktor des sozialen Zusammenhalts. Gestern begann in Luxemburg eine zweitägige europäische Konferenz über diese andere Art des Wirtschaftens.

Sie arbeiten nicht des Profits wegen, sondern um der Menschen willen, die sie beschäftigen. So ließe sich definieren, was Unternehmen der Solidar- und Sozialwirtschaft ausmacht. Die Zahl der in dieser Unternehmen Beschäftigten wird in der Europäischen Union auf neun Millionen geschätzt. Sie sind vor allem in Bereichen aktiv, die für gewinnorientierte Unternehmen unattraktiv sind, weil wenig Profit versprechend. So bieten sie immer häufiger so genannte Nachbarschaftsdienste an. In Luxemburger Gemeinden machen sich derartige Unternehmen einen guten Namen als nützliche Hilfe für ältere Bürger bei der Bewältigung kleinerer Hausarbeiten.

Würde man EU-weit alle Personen zusammenfassen, die in irgendeiner Form mit der Solidarwirtschaft zu tun haben, sei es als

Beschäftigter, Konsument oder ehrenamtlicher Mitarbeiter, man käme auf die respektable Zahl von 25 Millionen.

Welche zahlenmäßigen Auswirkungen die Solidarwirtschaft in Luxemburg hat? Erny Gillen, Caritas-Präsident, spricht von 1.000 bis 1.200 Arbeitsplätzen. Genau gewusst ist hingegen bereits heute, dass in Luxemburg zwölf Vereinigungen, Kooperativen oder Unternehmen sich der Solidarwirtschaft zurechnen. Sie sind in der „Plattform für Solidarwirtschaft“ vereint, welche die zweitägige europäische Konferenz im hauptstädtischen Hotel Parc Plaza ausrichtete.

Die Solidarwirtschaft ist nicht mehr auf die Beschäftigungsinitiativen der 1980er Jahre zu reduzieren, aus denen sie sich weiterentwickelte. Längst geht es nicht mehr bloß darum, Arbeitslosen den Wiedereinstieg auf dem Arbeitsmarkt zu ermöglichen.

„Die Solidarwirtschaft versteht sich als eine von vielen Formen, wie Wirtschaft betrieben werden kann“, sagte gestern Romain Bievez („Objectif plein emploi“). Zum OPE-Netzwerk gehören die in etlichen Gemeinden des Landes bestehenden CIGL, die mit gemeinsinnigen Arbeiten beauftragt werden.

Unlautere Konkurrenz, so der am häufigsten zu vernehmende Vorwurf an die Solidarwirt-

- Schaffung einer „Agentur für die Entwicklung der Solidarwirtschaft“. Ihr würden Bildungs- und Beratungsaufgaben zufallen.
- Angesichts der Bedeutung der Sozialwirtschaft in Luxemburg sollte sie im Wirtschafts- und Sozialrat vertreten sein.
- Bei öffentlichen Ausschreibungen sollten nicht nur wirtschaftliche Kriterien sondern auch ökologische und soziale berücksichtigt werden. Eine Gesetzesreform drängt sich auf. (aus dem Forderungskatalog der Plattform für Sozialwirtschaft)

schaft. Zumal die Vereinigungen mit öffentlichen Geldern subventioniert werden.

Das sei eine falsche Debatte, meint dazu Jean-François Hoffelt, Mitglied des belgischen Wirtschaftsrats und Sozialrats und Generalsekretär der belgischen Föderation der Kooperativen. Ohne Sozialwirtschaft blieben Tausende Menschen auf der Strecke. Außerdem kämen auch Privatunternehmen oftmals in den Genuss von staatlichen Fördergeldern.

Romain Bievez erinnerte seinerseits an die mit der Luxemburger Gärtnerföderation unterzeichnete Vereinbarung. Ein Diskussionsangebot habe man auch der Handwerkerföderation unterbreitet. Man wolle nicht Konkurrenz, sondern komplementär sein.

In der Zwischenzeit beschäftigt die Solidarwirtschaft auch die seriöse und für ihre wirtschaftsliberalen Vorstellungen oftmals kritisierte OECD. Die Solidarwirtschaft sei wichtig, damit bestimmte Bevölkerungsstile nicht vom Wirtschaftswachstum ausgeschlossen blieben, meinte Antonella Noya, für das OECD-Programm LEED („Local Economic and Employment Development“) zuständig.

Das Programm sammelt, untersucht und verbreitet innovative Ideen über lokale Entwicklungsprojekte und Solidarwirtschaft. Es berät die OECD-Mitgliedsländer bei der Schaffung von Arbeitsplätzen durch lokale Initiativen. Luxemburg ist noch nicht Mitglied des LEED-Programms.

Appell vor dem EU-Sondergipfel am 22. und 23. März

Rettet das soziale Europa

Die Unternehmen der Solidarwirtschaft verstehen sich als zentrale Akteure der sozialen Kohäsion und der Lissabonner Strategie. Bei diesem im Jahr 2000 verabschiedeten Entwicklungsprogramm werden ökonomisches Wachstum, mehr und bessere Arbeitsplätze und sozialer Zusammenhalt als gleichrangige Ziele miteinander verknüpft.

Der gesellschaftliche Zusammenhalt müsse im Zentrum der Lissabonner Strategie bleiben, fordern die Vereinigungen der Solidarwirtschaft. Große Hoffnungen setzt man dabei auf den Luxemburger EU-Ratsvorsitz. Von den Luxemburger Vertretern seien bisher die fortschrittlichsten Äußerungen gemacht worden. Ihnen zufolge seien Wirtschaft und Wachstum lediglich Instrumente im Interesse der Gesellschaft, sagte gestern Roshan Maes di Pippo von der europäischen Plattform der sozial engagierten Nichtregierungsorganisationen.

Derzeit befindet sich nur wenige EU-Länder auf dem Sozialen als Grundpfeiler des Lissabonner Prozesses. Maes di Pippo nennt dabei Frankreich, Belgien, Ungarn und Portugal. Erny Gillen, Caritas-Präsident, verknüpfte Solidarwirtschaft und soziale Kohäsion mit dem EU-Verfassungstext. Was könne die EU dem Bürger noch bieten, würde das Soziale weggelassen. Vor dem EU-Gipfel am 22. und 23. März, bei dem u.a. eine Zwischenbilanz des Lissabonner Prozesses gezogen wird, wollen die Vereinigungen der Solidarwirtschaft noch mächtig Druck machen. Eine entsprechende Deklaration kann auf der Internet-Seite: www.sos-europe.org unterschrieben werden.

UNE ENVIE D'AVENIR...



La lune qui est tombée du ciel

Pour les collaborateurs d'Objectif Plein Emploi, le nom est programme.

Nous sommes persuadés que le droit au travail est un élément essentiel pour garantir la cohésion sociale, indispensable à tout fonctionnement d'une société. De plus, le travail rémunéré peut donner à chaque citoyen la possibilité de mener une vie autonome, digne et responsable et lui permet ainsi de pouvoir contribuer au bien être d'une collectivité.

Si la question s'il y a assez de travail ne se pose pas, la question sur le nombre d'emplois y relatifs est certainement d'actualité.

Dans ce document, nous avons cité les domaines d'activités dans lesquels nous opérons et nous prouvons, par la mise en place de ces nouveaux emplois, qu'ils peuvent exister. Nous allons continuer à créer de nouveaux emplois, le travail à réaliser est immense.

Nous ne nous laissons pas impressionner par des discours «à la mode», lesquels, bien souvent, nous semblent purement dogmatiques.

Nous avons envie de questionner les dogmes.

Nous avons envie de savoir pourquoi la globalisation doit forcément entraîner une dégradation des conditions de vie en général dans nos pays. La globalisation existe par définition depuis que les hommes échangent entre eux, il n'y a qu'une évolution secondaire qui concerne l'étendue, le rythme et l'ampleur de ces échanges, ce qui n'est pas une donnée fondamentalement nouvelle. Quelles sont les leçons que les dirigeants tirent de l'histoire socio-économique, qui ne présente à vrai dire pas d'enjeux nouveaux majeurs?

Nous aimerions comprendre pourquoi l'éducation et la formation doivent être construites sur les exigences des entreprises. Voulons-nous des entreprises qui sont incapables d'affronter d'une manière adéquate les problèmes secondaires posés par la globalisation, ou, est-ce qu'une éducation différente et plutôt universelle ne permettrait-elle pas de réfléchir sur le genre d'entreprises que nous voudrions et qui serait bénéfique à notre société?

Nous posons la question si nous devons accepter qu'à notre époque, il soit apparemment évident que les travailleurs doivent changer d'emploi et par conséquent d'employeur à plusieurs reprises durant leur vie professionnelle. Nous pourrions aussi bien concevoir que l'entreprise s'engage dans des conversions intéressantes pour son implantation historique, géographique et sociale, et permette ainsi à ses salariés d'évoluer et de muter vers de nouveaux apports. Qu'est ce qu'il en est dans ce contexte de la responsabilité sociale de l'entreprise ou de la formation professionnelle continue?

Faire une liste des dogmes serait certainement une entreprise délicate et dangereuse. Toutefois, cette démarche a son sens, si elle n'a pas la prétention d'être exhaustive et juste, au point de devenir elle-même un dogme, mais si elle s'allie à une démarche de questionnement critique.

OPE restera dans l'avenir un acteur critique, un acteur qui ne se contentera pas de poser des questions, mais qui va également, de par son activité, prouver qu'il y a d'autres façons d'approcher les problèmes sociétaux qui nous concernent tous.

OPE n'a pas de stratégie figée pour l'avenir, mais agit certainement selon des principes qui défendent les valeurs humaines sur tous les plans et certainement sur le plan de l'organisation socio-économique, qui doit pouvoir se déployer en s'articulant autour de la notion d'une approche plurielle.

«A la fin, l'action individuelle, dont nous disposons en tant qu'individus, est déterminante si nous voulons faire disparaître les insuffisances. D'un autre côté, la liberté d'action, dont nous disposons en tant qu'individus, est forcément déterminée et limitée par les opportunités sociales, politiques et économiques, desquelles nous disposons. L'action individuelle et les institutions sociales sont les deux revers de la médaille. Il est très important, d'identifier en même temps le sens central de la liberté individuelle et le pouvoir des influences sociétales sur l'étendue et la portée de la liberté individuelle. Si nous voulons résoudre les problèmes qui nous pressent, nous devons voir dans la liberté de chacun un commandement social».

(Amartya Sen, Prix Nobel: Economie 1998)

IMPRESSUM

Editeur responsable

Objectif Plein Emploi asbl
1, rue du Moulin
L-3857 Schiffflange

Comité de rédaction

Gilles Allègre
Romain Biever
Romain Binsfeld
Noémie Engels
Yves Piron
Christina Schürr
Laurent Steichen

Layout

Inez Verharen

Imprimé en juillet 2005

© Copyright by Objectif Plein Emploi asbl